# Financement des ODD : à quels obstacles les pays en développement se heurtent-ils ?

OCDE

# Financement des ODD : à quels obstacles les pays en développement se heurtent-ils ?

OCDE

Ce document, ainsi que les cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.
Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions exprimées et les arguments employés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays Membres de l'OCDE.

Crédits photos : couverture © Sylverarts Vectors
Veuillez citer ce rapport comme suit :
OCDE (2023), *Financement des ODD : à quels obstacles les pays en développement se heurtent-ils ?*, OCDE, Paris, www.oecd.org/g20/oecd-g20-bottlenecks-sdg-finance-developing-countries.pdf.

# Avant-propos

En décembre 2022, l'Inde a demandé à l'OCDE de préparer un rapport analytique sur les obstacles auxquels se heurtent les pays en développement pour accéder au financement du développement, afin d'étayer les travaux du Groupe de travail du G20 sur le développement. Elle considérait qu'il serait particulièrement intéressant de comprendre, d'un point de vue systémique, où se trouvaient ces obstacles. On se penche dans le présent rapport sur les évolutions récentes en matière de reprise économique et de financement du développement, et sur le creusement du déficit de financement des Objectifs de développement durable (ODD) ; on y évoque aussi certains éléments liés au financement des transitions climatiques. Des propositions sont ensuite formulées dans le rapport quant aux points sur lesquels le G20 pourrait agir.

La préparation de ce rapport a été pilotée par l'OCDE, dont les équipes en ont assuré la rédaction sous la direction stratégique de Pilar Garrido, Directrice de la Direction de la coopération pour le développement (DCD), Haje Schütte, Directeur adjoint de la DCD, et Andreas Schaal, Directeur de la Direction des Relations mondiales et de la coopération (GRC) et Sherpa de l'OCDE auprès du G7, du G20 et du Forum de coopération économique Asie-Pacifique (APEC). Le rapport s'appuie principalement sur deux autres rapports récents, intitulés *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2023 : No Sustainability Without Equity* (OCDE, 2022[1]) et *Multilateral Development Finance 2022*, ainsi que sur des contributions de fond du Centre sur le financement du développement durable du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), complétées par de précieuses contributions de deux centres d'études et de recherche indiens : *Research and Information System for Developing Countries* (RIS) et *Council on Energy, Environment and Water* (OCDE, 2022[2]) (CEEW).

L'équipe indienne du Groupe de travail du G20 sur le développement a diffusé une version antérieure de ce rapport auprès des membres du G20, dont plusieurs ont fait part de commentaires détaillés qui sont pris en compte dans la présente version. Nous les remercions vivement de ces contributions et commentaires fort utiles.

Pour toute remarque ou question, veuillez contacter les auteurs à la DCD : Rolf Schwarz, chef d'équipe et Spécialiste principal des activités d'ouverture (rolf.schwarz@oecd.org), Rachel Morris, Analyste des politiques (rachel.morris@oecd.org), Abdoulaye Fabregas, Économiste (Abdoulaye.fabregas@oecd.org), et Jens Sedemund, chef d'équipe et Analyste principal des politiques (jens.sedemund@oecd.org).

Les auteurs remercient en outre les collègues de l'OCDE suivants pour leurs commentaires extrêmement appréciables : Matt Bowie, Miami Choudhury, Annamaria De Crescenzio, Ana Lucia Dellien, Alissa Kruger, Etienne Lepers, Henri-Bernard Solignac-Lecomte et Litsa Vavakis.

Les auteurs sont reconnaissants à Susan Sachs de son aide sur le plan éditorial et Najat Lachal pour la mise en forme.

# Table des matières

Avant-propos 3

Présentation générale et résumé des chapitres 6

Résumé 8

1 Une reprise économique mondiale inégale et des pressions croissantes sur les pays en développement compromettent la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 10

1.1. À mesure que les disparités macroéconomiques se creusent entre les pays et en leur sein, les pays en développement prennent de plus en plus de retard dans le financement et la concrétisation du développement durable. 11

1.2. Les obstacles à la réalisation des Objectifs de développement durable créent de nouveaux défis qui pourraient avoir des répercussions à long terme sur les pays en développement. 14

2 Tendances du financement du développement durable : des besoins qui s'accroissent et des ressources qui s'amenuisent 16

2.1. La pandémie a mis en lumière l'instabilité persistante du paysage du financement du développement durable 17

3 Financer les transitions climatiques 21

3.1. Investir dans l'articulation entre climat et développement 22

3.2. Mobiliser des ressources publiques et privées pour permettre des transitions justes à l'échelle mondiale 23

4 Vers une architecture plus efficace pour maximiser et pérenniser le financement multilatéral du développement 30

4.1 La pandémie a entraîné une forte hausse du financement provenant du système multilatéral de financement et du secteur privé, mais les apports disponibles ne suivent pas le rythme de l'augmentation des besoins dans les pays en développement 31

4.2 L'architecture multilatérale du financement est soumise à une pression croissante pour relever plus efficacement les défis actuels, qui sont complexes et se recoupent 32

4.3 Optimiser le potentiel du système international de financement du développement pour répondre aux besoins de financement du développement durable et vert 34

5 Évaluer les obstacles à la montée en puissance du financement du développement durable et à son accessibilité 38
5.1. Le financement ne sera pas durable s'il ne cherche pas à réduire les déficits de financement des ODD dans les pays en développement 40
Graphique 5.3. Les achats d'actifs des banques centrales pendant la pandémie de COVID-19 ont contribué à dynamiser la valorisation des actifs entre les acteurs du secteur financier 42
5.2. Quatre principaux obstacles limitent l'accès des pays en développement aux financements durables dont ils ont un besoin urgent 46

6 Pistes pour l'avenir : domaines d'action suggérés pour accélérer le financement des Objectifs de développement durable par le G20 53
6.1. Il est urgent d'agir collectivement pour accroître l'investissement dans les Objectifs de développement durable afin de reconstruire sur des bases plus justes, plus solides et plus résilientes face aux crises 54
6.2. À court terme, le Groupe de travail du G20 sur le développement pourrait promouvoir des outils financiers qui contribuent à mobiliser les efforts publics et privés pour renforcer les secteurs visés par les Objectifs de développement durable dans les pays en développement afin d'assurer un accès plus équitable aux financements 56
6.3. Le Groupe de travail du G20 sur le développement pourrait contribuer à promouvoir des politiques visant à renforcer l'efficience et l'intégrité des secteurs visés par les Objectifs de développement durable dans les pays en développement 57
Conclusion 59
Références 61
Notes 68

# Présentation générale et résumé des chapitres

**Chapitre 1 : Une reprise économique mondiale inégale freine la Décennie d'action et les pressions croissantes qui pèsent sur les pays en développement compromettent la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

Le chapitre 1 décrit ce que beaucoup appellent la « grande divergence » qui se fait jour entre les pays développés et les pays en développement depuis la pandémie de COVID-19, ainsi que les difficultés rencontrées par les pays les plus pauvres pour se replacer sur leurs anciennes trajectoires de croissance. Il aborde la question de la réduction progressive de la marge de manœuvre budgétaire et monétaire des pays en développement, des crises de la dette qui les menacent et des coûts croissants qu'ils doivent supporter en raison des chocs externes. Enfin, il relève que même avant la crise du COVID-19, les Objectifs de développement durable (ODD) n'étaient pas en bonne voie d'être réalisés et que les inégalités sont désormais de plus en plus fortes au sein des pays et entre eux, notamment les inégalités de genre.

**Chapitre 2 : Tendances du financement du développement durable : des besoins qui s'accroissent et des ressources qui s'amenuisent**

Le chapitre 2 décrit les répercussions considérables que la pandémie de COVID-19 a eues sur le financement du développement durable, touchant l'ensemble des sources de financement publiques, privées, nationales et internationales et les pays de toutes les catégories de revenu. Les effets se font sentir plus durablement et plus profondément dans les pays en développement qui ont le moins de possibilités d'augmenter leurs recettes et d'accéder à des financements extérieurs. Ce chapitre examine les tendances en matière d'alignement des financements sur les ODD et les conséquences, pour les pays en développement et les pays développés, du creusement du déficit de financement du développement durable.

**Chapitre 3 : Financer les transitions climatiques**

Ce chapitre s'intéresse au contexte particulier de la pénurie de ressources et de l'incertitude économique, qui constituent un défi majeur pour déterminer quelles possibilités d'investissement s'offrent à l'appui du financement du développement et du financement climatique et faire en sorte que le second soit additionnel au premier. Ce chapitre examine les sources de financement climatique, les voies par lesquelles ce financement pourrait être porté à plus grande échelle afin de soutenir les transitions et les moyens de surmonter les limites de l'architecture actuelle du financement climatique. Il met également en lumière les possibilités qu'offre l'articulation entre climat et développement et la façon dont les investissements dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets peuvent renforcer les priorités des ODD.

**Chapitre 4 : Vers une architecture plus efficace pour maximiser et pérenniser le financement multilatéral du développement**

Le chapitre 4 souligne que le système multilatéral de développement a certes prouvé sa pertinence au fil des crises successives, mais qu'il est soumis à de multiples pressions. Ce chapitre examine les mesures d'urgence prises et dresse une vue d'ensemble de certaines des limites de ce système de plus en plus complexe, notamment sa fragmentation, qui sont perçues comme créant involontairement des obstacles supplémentaires à l'élargissement de l'accès au financement du développement durable.

**Chapitre 5 : Évaluer les obstacles à la montée en puissance du financement du développement durable et à son accessibilité**

Le chapitre 5 examine en quoi la suppression des obstacles au financement du développement durable est essentielle alors que le déficit dans ce domaine ne cesse de se creuser et que certains pays en développement sont aux prises avec une stagnation, voire une baisse, de leurs recettes. Ce chapitre analyse quatre domaines dans lesquels les pays en développement sont confrontés à des contraintes : les réglementations non financières, le manque de capacités permettant de produire les données nécessaires, la faible profondeur des marchés financiers et la complexité des instruments de financement. Cette analyse pourrait éclairer les travaux du G20 sur le financement du développement afin d'acheminer les financements là où ils sont le plus nécessaires.

**Chapitre 6 : Pistes à suivre : Suggestions de domaines dans lesquels le G20 pourrait mener une action pour accélérer le financement des ODD**

Ce chapitre propose des solutions, des idées et des recommandations à l'intention du G20 et de son Groupe de travail sur le développement en vue de créer un environnement international plus favorable et de définir des approches coordonnées propres à favoriser un accès plus équitable à des financements durables. La suppression des obstacles au financement du développement durable exige un effort collectif et concerté de l'ensemble des acteurs, tout au long de la chaîne d'investissement durable. Le G20 a un rôle central et unique à jouer pour créer des synergies entre ses membres et ses groupes de travail afin de promouvoir des politiques et des outils intégrés qui orientent les milliers de milliards de dollars là où les besoins sont les plus grands.

# Résumé

Une « grande divergence » s'est creusée entre pays développés et pays en développement. Tandis que les premiers déploient de vastes panoplies de mesures afin de stimuler la reprise et d'atténuer l'impact des crises, les seconds se retrouvent piégés entre la hausse des besoins et l'insuffisance des ressources pour y faire face, une situation qui a donné un coup de frein aux avancées accomplies à l'échelle mondiale en direction du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Les pays en développement ont besoin d'au moins 3 900 milliards USD (estimation de l'OCDE), voire de 4 300 milliards USD (estimation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) supplémentaires pour atteindre leurs Objectifs de développement durable. La quasi-totalité de leurs sources de financement ont diminué, en particulier les recettes publiques et l'investissement direct étranger. Comment peuvent-ils jouer leur rôle dans la lutte menée à l'échelon mondial contre le changement climatique et ses conséquences, qui nécessite la mobilisation de financements supplémentaires estimés à 1 000 milliards USD d'ici 2030 ?

Ce rapport met au jour deux types d'obstacles - propres aux pays en développement et au sein de l'architecture mondiale du financement - à la mobilisation des financements des ODD pour un monde plus durable.

Les pays en développement sont confrontés au double défi du manque de capacités et de la faible confiance des entreprises. Les membres du Groupe des vingt (G20) peuvent les aider à le relever par des financements publics bilatéraux et multilatéraux, un soutien politique aux transitions, la mobilisation de davantage de capitaux privés et des mesures à l'appui du renforcement des capacités. À l'échelon mondial, l'architecture du financement du développement reste en pleine fragmentation, les financements étant concentrés au sein de quelques banques multilatérales de développement (BMD) : dix de ces organismes représentent 70 % des fonds multilatéraux alloués au développement. Les propositions faites récemment de renforcer cette architecture, telles que l'initiative de Bridgetown ou le Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial, ont pour objectif d'accroître les financements multilatéraux en direction des pays à faible revenu. Le G20 peut apporter son soutien à ces initiatives et poursuivre ses efforts en faveur des cadres d'adéquation des fonds propres des BMD.

Il peut contribuer à atténuer les quatre principaux obstacles à l'accroissement du financement des ODD :

- **Les règlementations non financières et les notations de crédit.** Les pays en développement peuvent promouvoir une action publique et des mesures réglementaires propres à appuyer des stratégies de longue haleine en direction des ODD ; les membres du G20 peuvent les y aider et collaborer avec des non-membres afin de promouvoir des politiques allant dans ce sens.
- **Le manque de capacités permettant de produire des données et de diffuser des informations non financières.** Les membres du G20 peuvent participer au renforcement des capacités des pays en développement à recueillir et diffuser les informations nécessaires aux investissements dans les ODD.

- **La faible profondeur des marchés financiers et les contraintes liées à la viabilité de la dette.** En dépit des perspectives offertes par les instruments de financement innovants, les investissements locaux et le financement mixte doivent être portés à plus grande échelle ; les membres du G20 et les banques publiques de développement peuvent contribuer à mobiliser des fonds publics et des financements commerciaux supplémentaires.
- **La multiplication des instruments financiers et l'hétérogénéité des possibilités d'investissement dans les ODD.** Les membres du G20 peuvent contribuer à faire connaître les modèles de financement des ODD et renforcer les capacités des pays en développement à en tirer parti.

Depuis 2020, le Groupe de travail du G20 sur le développement s'efforce de faire évoluer les mentalités vers une hausse du financement des ODD. Cette année, l'Inde est venue appuyer les actions du G20 en direction du programme à l'horizon 2023 au moyen d'un Plan d'action et d'un Pacte de développement vert. La suppression des obstacles mis au jour dans le présent rapport exige de soutenir des solutions systémiques et transformatrices, d'exposer les bonnes pratiques établies en matière de soutien international et de renforcer les capacités des pays en développement, afin de favoriser l'accroissement des investissements dans les ODD et des investissements climatiques.

# 1 Une reprise économique mondiale inégale et des pressions croissantes sur les pays en développement compromettent la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030

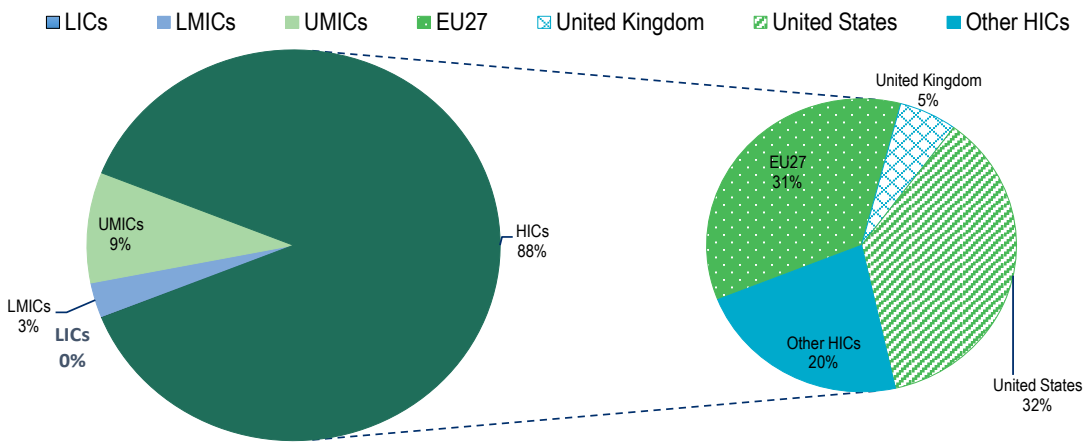
Les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable sont compromis. Non seulement la pandémie de COVID-19 a réduit à néant de nombreux acquis, mais elle a également creusé les inégalités au sein des pays en développement et entre eux. Ce chapitre analyse ce que de nombreux dirigeants appellent la « grande divergence » qui est apparue entre les pays développés et les pays en développement. Cette tendance est alimentée par les capacités inégales de ces derniers à faire face aux menaces nouvelles et émergentes, par une concentration croissante du financement du développement dans les pays à revenu élevé, et par un rétrécissement de leur marge de manœuvre budgétaire et une aggravation de la crise de la dette dans les pays qui ont le plus besoin d'investir dans le développement durable.

## 1.1. À mesure que les disparités macroéconomiques se creusent entre les pays et en leur sein, les pays en développement prennent de plus en plus de retard dans le financement et la concrétisation du développement durable.

***Avant la pandémie de COVID-19, les facteurs macroéconomiques à l'origine de ce qu'il est convenu d'appeler la « grande divergence » (OCDE, 2022[1]) (Georgieva, 2021[3]) avaient mis un frein aux progrès en matière de financement des Objectifs de développement durable (ODD). Aujourd'hui, ces facteurs accentuent les disparités entre les pays développés et les pays en développement en termes de reprise économique. Le rétrécissement de la marge de manœuvre budgétaire expose les pays en développement à un risque accru lorsque les crises éclatent.***

De nombreux pays en développement ne disposent pas de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour répondre aux besoins croissants en matière d'ODD et de climat face aux chocs successifs. Au cours de la décennie qui a précédé la pandémie, la situation budgétaire de nombreux pays en développement s'est dégradée sous l'effet des chocs successifs de la crise financière mondiale de 2008-09 et de la chute des prix des produits de base en 2014. Ils étaient donc désavantagés par rapport aux pays plus riches lorsque la crise du COVID-19 a éclaté, et ils sont entrés dans la pandémie avec peu ou pas de marge de manœuvre budgétaire ou de capacités inutilisées dans leurs finances publiques pour répondre à la crise par des mesures de soutien économique (Graphique 1.1). Les pays à revenu élevé (PRE) ont été en mesure d'atténuer les chocs sur l'offre et la demande en déployant des plans de relance 700 fois plus importants que ceux des pays à faible revenu (PFR) par habitant, 86 fois plus que ceux des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) et 20 fois plus que ceux des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS). En pourcentage du PIB, les mesures de soutien budgétaire prises en 2021-22 à l'appui du sauvetage et de la reprise ont été en moyenne trois et six fois plus faibles dans les pays à revenu faible et intermédiaire, respectivement, que dans les pays à revenu élevé. De même, les banques centrales sont intervenues massivement principalement dans les pays à revenu élevé et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Dans de nombreux pays à faible revenu et pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, les banques centrales disposaient d'une marge de manœuvre limitée pour mettre en œuvre des politiques d'accompagnement monétaire en raison de leur moindre crédibilité, de leur incapacité à recourir à l'assouplissement quantitatif et de la fragilité des fondamentaux macroéconomiques. Le solde budgétaire médian, ou ratio des recettes publiques aux dépenses, dans les pays en développement a atteint son plus bas niveau depuis 20 ans en 2020, à -5.9 % du PIB, soit un niveau inférieur même à celui de -3.86 % enregistré par ces pays au lendemain de la crise financière mondiale (Graphique 1.2, partie gauche).

**Graphique 1.1. Les pays en développement disposaient d'une marge de manœuvre budgétaire limitée pour mettre en œuvre des mesures de relance** Part des mesures budgétaires liées au COVID-19 par groupe de revenu depuis janvier 2020



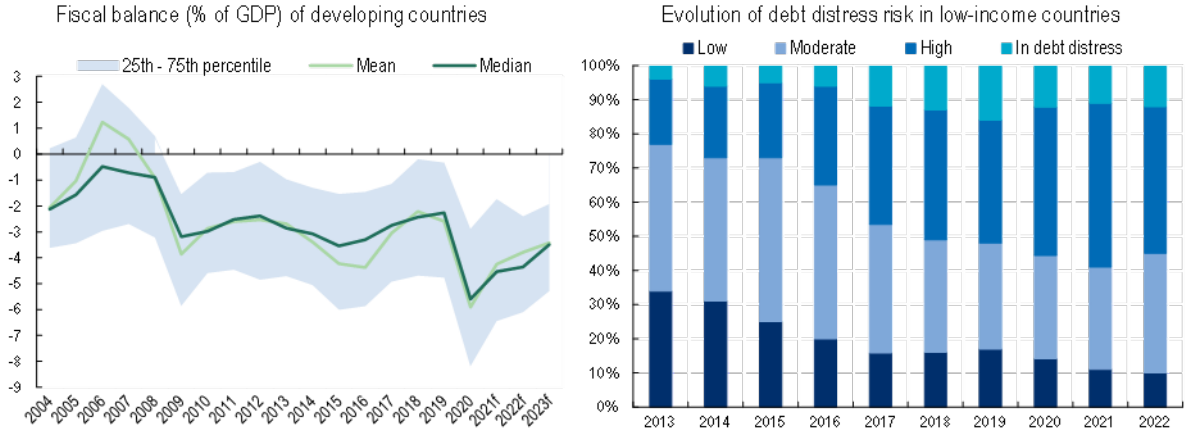

Note : L'estimation pour les 27 pays de l'Union européenne (UE27) post-Brexit comprend les mesures supplémentaires mises en œuvre par la Commission européenne (1.361 milliard USD), qui s'ajoutent à la moyenne des États membres de l'UE.
Source : (FMI, 2021[4])

### *Le poids de la dette et l'augmentation des coûts d'emprunt pourraient limiter les possibilités de financement des pays en développement.*

L'accumulation de la dette à court terme pendant la crise du COVID-19 et la détérioration des perspectives économiques mondiales laissent présager une augmentation du coût du service de la dette, qui s'est élevé à 387 milliards USD pour les pays en développement en 2022. Entre 2020 et 2025, le service de la dette devrait atteindre 375 milliards USD en moyenne, soit une hausse spectaculaire par rapport aux 330 milliards USD enregistrés en moyenne au cours des cinq années allant de 2015 à 2019. La part des pays à faible revenu considérés comme en situation de surendettement ou à haut risque de surendettement a plus que doublé depuis 2013, passant de 23 % à près de 60 % (FMI/Banque mondiale, 2023[5]). Les pays en développement ont également des coûts d'emprunt plus élevés, ce qui peut aussi les empêcher d'investir efficacement dans une reprise équitable et durable. Les 54 pays en développement qui ont un besoin urgent d'allègement de leur dette (notamment une restructuration complète incluant des annulations de dettes) représentent un peu plus de 3 % de l'économie mondiale et 18 % de la population, mais plus de 50 % de la population vivant dans l'extrême pauvreté (PNUD, 2022[6]).

Le service moyen de la dette extérieure publique et garantie par l'État pourrait représenter jusqu'à 13.1 % des recettes publiques totales dans les PFR, 15 % dans les PRITI et 11 % dans les PRITS au cours de la période considérée. Même avant la pandémie, un pays en développement sur huit dépensait davantage pour le service de la dette que pour la santé, l'éducation et la protection sociale réunies (UNICEF, 2021[7]), et l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) n'a pas produit les résultats escomptés (Ahmed et Brown, 2022[8]). Si l'ISSD a offert aux 73 pays éligibles un répit temporaire en 2020, elle n'a pas apporté de solution à long terme à leurs problèmes de solvabilité. Les pays en développement ont également accumulé pendant la pandémie d'importants volumes de dette à court terme qui doivent être remboursés ou refinancés d'ici à 2024. Dans la plupart des pays en difficulté, la plus grande partie de la dette extérieure publique et garantie par l'État est due à des créanciers publics, mais 16 pays en développement doivent plus de 30 % à des créanciers privés (Molina et Jensen, 2023[9]).

**Graphique 1.2. Les chocs successifs ont nui aux soldes budgétaires dans les pays en développement à mesure que le nombre de pays à faible revenu risquant de se trouver en situation de surendettement augmentait.**




Note : Le solde budgétaire correspond à la capacité ou au besoin de financement de des administrations publiques. Les valeurs du solde budgétaire pour 2021, 2022 et 2023 sont des prévisions. L'évolution du risque de surendettement est calculée en pourcentage des pays faisant l'objet d'une analyse de viabilité de la dette.
Source : Partie gauche : (FMI, 2022[10]). Partie droite : (FMI, 2022[11]).

### *Les crises successives font grimper les coûts de l'alimentation, de l'énergie et autres, réduisant encore la capacité des pays les plus pauvres à financer le développement durable.*

De multiples crises successives (ex. : COVID-19, détérioration des perspectives économiques mondiales, guerre contre l'Ukraine et hausse des prix de l'alimentation et de l'énergie) ont créé un « effet de ciseaux » grandissant. Les tensions géopolitiques, en particulier, ont accentué les tensions inflationnistes mondiales et contribuent à la flambée des prix des produits alimentaires et de l'énergie dans les pays en développement. Les disparités économiques entre pays développés et pays en développement s'accentuent de ce fait. En raison de leurs caractéristiques structurelles, les PFR sont également plus vulnérables aux chocs externes tels que la volatilité des prix des produits de base qui a fait suite aux récentes tensions géopolitiques. De nombreux PFR et PMA sont exportateurs de produits de base, tirent généralement une part importante de leurs recettes de ces exportations et affichaient des niveaux d'endettement élevés avant la pandémie, ce qui les rendait particulièrement vulnérables aux fluctuations de l'économie mondiale. En outre, une accélération future de la transition vers les énergies vertes et renouvelables pourrait entraîner un déplacement de la demande mondiale vers certains produits ou au détriment de certains d'entre eux, ainsi que des changements dans la valorisation des actifs productifs qui profiteraient à certains pays en développement tributaires des exportations de produits de base et nuiraient à d'autres. Les segments les plus pauvres de la population mondiale subissent des pertes de bien-être plus importantes parce que la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires a un impact plus important sur leur revenu disponible réel. Ce sont les PFR qui risquent de perdre le plus : pour eux, les conséquences de la guerre pourraient se traduire par une perte supplémentaire d'environ 718 milliards USD en 2022 et 2023 (FMI, 2022[10]).

## 1.2. Les obstacles à la réalisation des Objectifs de développement durable créent de nouveaux défis qui pourraient avoir des répercussions à long terme sur les pays en développement.

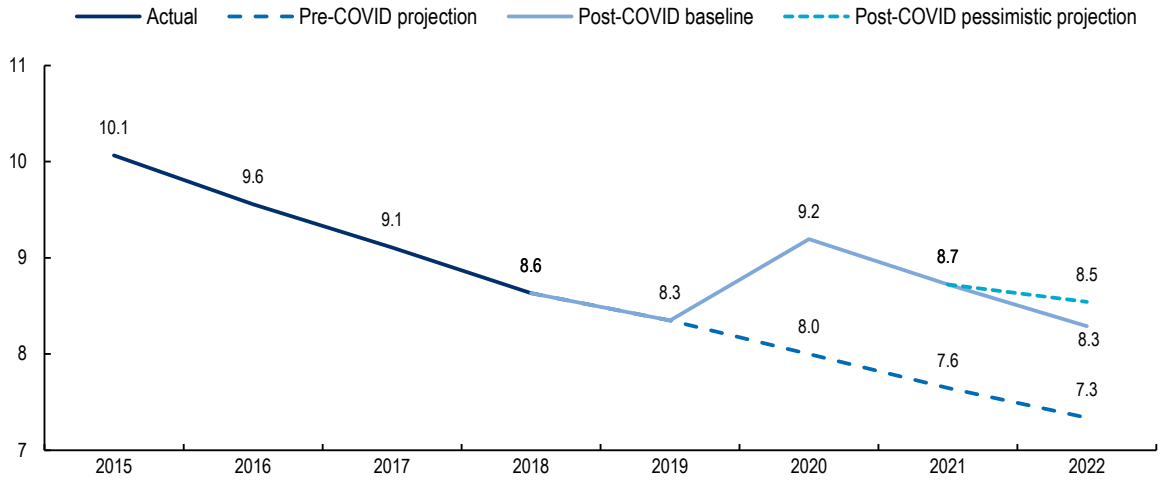
Les crises successives ont érodé les progrès du développement durable. L'incapacité à relever les défis environnementaux, sociaux et économiques les rendra d'autant plus difficiles à surmonter à l'avenir, avec des conséquences de grande ampleur dans les pays les plus pauvres et ceux où les besoins sont les plus importants, comme les petits États insulaires en développement (PEID), les pays les moins avancés et d'autres pays moins à même de mobiliser des ressources et des capacités pour faire face à de nouvelles crises. Le creusement des inégalités au sein des pays pourrait rendre la réalisation des objectifs mondiaux encore plus coûteuse à long terme.

La pandémie a annulé des avancées essentielles sur le plan du développement, mais les progrès vers la réalisation des objectifs mondiaux étaient déjà au point mort avant le choc provoqué par le COVID-19. Avant la crise du COVID-19, et malgré une lente convergence, les progrès accomplis au regard du Programme 2030 n'étaient pas en bonne voie. Les pays en développement avaient accompli des progrès dans certains domaines essentiels du développement, tels que la réduction de la pauvreté, la santé maternelle et infantile, l'accès à l'électricité et l'égalité des genres, mais la plupart d'entre eux n'étaient pas en bonne voie pour atteindre les ODD d'ici à 2030. Les progrès dans d'autres domaines, comme la réduction des inégalités, la réduction des émissions de carbone, la protection de la nature et la lutte contre la faim marquaient le pas et, pour certains, régressaient même. Par exemple, le monde n'était pas en voie de rester à 1.5 °C ou en deçà de l'objectif fixé par l'Accord de Paris de 2015, et le nombre de personnes sous-alimentées à l'échelle mondiale avait augmenté de 7 %, représentant 43 millions de personnes supplémentaires, entre 2014 et 2019 (ONU, 2019[12]).

### *Les reculs par rapport au Programme 2030, en particulier en ce qui concerne l'objectif d'éradication de la pauvreté, sont plus marqués dans les pays pauvres.*

La flambée de la pauvreté dans le monde a été l'un des effets les plus frappants et immédiats de la pandémie. Après des années de recul constant, le taux d'extrême pauvreté dans le monde est passé de 8.3 % en 2019 à 9.2 % en 2020, un pic qui va faire reculer d'au moins trois ans les progrès vers la réalisation de l'ODD 1 (pas de pauvreté) (Graphique 1.3). En outre, l'effet combiné de la pandémie et de la guerre en Ukraine pourrait avoir fait basculer 75 à 95 millions de personnes de plus dans l'extrême pauvreté en 2022 que prévu dans les projections antérieures à la pandémie, ce qui pourrait éroder les fondements sociaux, politiques et économiques nécessaires pour atteindre d'autres objectifs.

**Graphique 1.3. Après des années de recul, l'extrême pauvreté dans le monde a augmenté en 2020, annulant au moins trois années de progrès.**




Note : L'extrême pauvreté correspond au nombre de personnes vivant avec moins de 1.90 USD par jour. Ce chiffre est fondé sur les estimations officielles de la pauvreté mondiale pour 2015-18 citées par (Gerszon Mahler et al., 2022[13]). Les données pour 2019 à 2022 sont des projections de la Banque mondiale. (Banque mondiale, 2022[14]).

En dépit de signes d'amélioration et d'une baisse de 2.9 % de la pauvreté dans le monde en 2021 (Gerszon Mahler et al., 2021[15]), le tableau reste sombre et les progrès sont très inégaux selon les groupes de revenu.

***La crise du COVID-19 a aggravé les inégalités entre les genres, qui pourraient freiner la reprise dans les pays en développement.***

Entre 2019 et 2020, l'emploi des femmes a reculé de 4.2 % à l'échelle mondiale, soit l'équivalent de 54 millions d'emplois perdus, tandis que celui des hommes a reculé de 3% (Confédération syndicale internationale, 2021[16]), en partie du fait de la surreprésentation des femmes dans les secteurs de l'hébergement, de la restauration et de l'industrie manufacturière qui sont les plus touchés. C'est dans les PFR que l'écart entre le taux d'emploi des femmes et celui des hommes s'est le plus creusé en 2020 et l'on craint de plus en plus que les écarts entre les genres dans d'autres domaines du développement, comme la santé et l'éducation, ne se creusent et ne perdurent. La résurgence de la pauvreté, en particulier chez les jeunes, pourrait enclencher un cercle vicieux de croissance atone, de pauvreté toujours plus grande et d'inégalités plus profondes. Selon une estimation, en 2030, 121 femmes pour 100 hommes dans le monde vivront dans la pauvreté, contre 118 femmes pour 100 hommes dans la pauvreté à l'heure actuelle (Azcona et al., 2020[17]).

# 2 Tendances du financement du développement durable : des besoins qui s'accroissent et des ressources qui s'amenuisent

La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions considérables sur le financement du développement durable, touchant l'ensemble des sources de financement publiques, privées, nationales et internationales et toutes les catégories de revenu des pays. Les effets se font sentir plus durablement et plus profondément dans les pays en développement qui ont le moins de possibilités d'augmenter leurs recettes et d'accéder à des financements extérieurs. Ce chapitre examine les tendances en matière d'alignement des financements sur les ODD et les conséquences, pour les pays en développement et les pays développés, du creusement du déficit de financement du développement durable.

L'OCDE estime que le déficit de financement ODD dans les pays en développement (hors République populaire de Chine) (ci-après la Chine) a augmenté de plus de 50 % en raison de la pandémie de COVID-19, pour atteindre 3 900 milliards USD en 2020 (OCDE, 2022[1]). Bien qu'ils ne soient que l'une des nombreuses sources de financement qui pourraient contribuer à combler le déficit croissant de financement, il convient de noter qu'au cours de la même période, le montant des financements privés mobilisés par les organisations multilatérales à l'appui du développement ont augmenté de 20 %, leur proportion dans le déficit de financement en faveur des ODD passant ainsi de 1.3 % en 2019 à moins de 1 % en 2020.

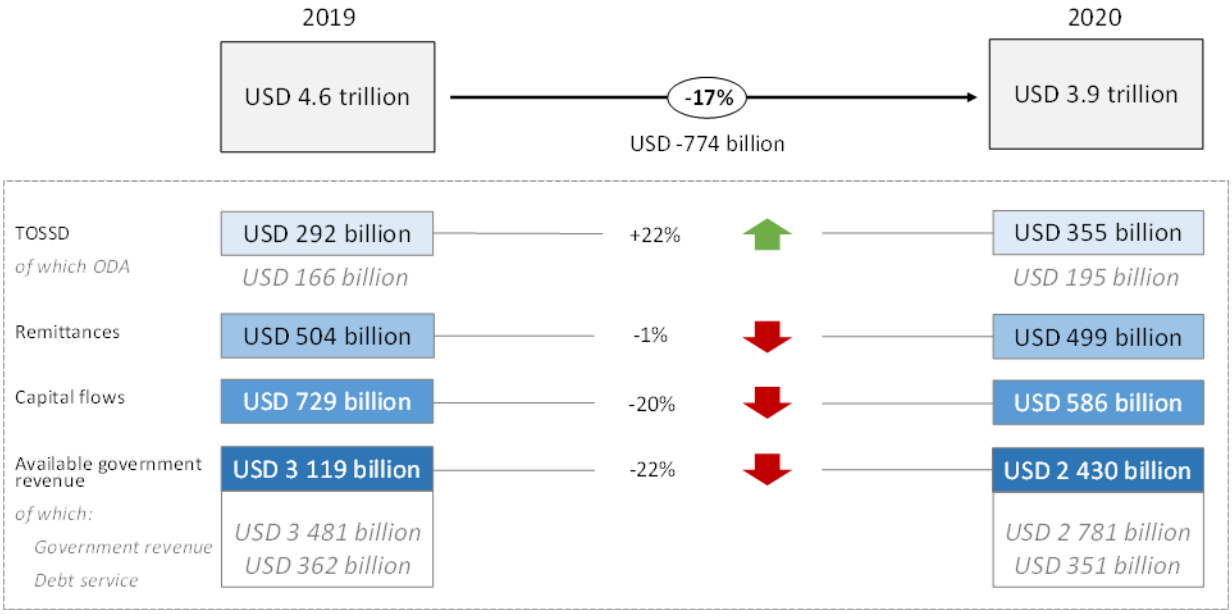
## 2.1. La pandémie a mis en lumière l'instabilité persistante du paysage du financement du développement durable

La pandémie a entraîné une baisse sensible de la quasi-totalité des sources de financement du développement durable. Les apports financiers versés aux pays en développement, à l'exclusion de la Chine, ont diminué de 17 %, passant de 4 600 milliards USD en 2019 à 3 900 milliards USD en 2020 (Graphique 2.1). La baisse la plus importante en valeur absolue a concerné les recettes publiques disponibles (à savoir les recettes publiques après remboursement du service de la dette), qui ont diminué de 689 milliards USD, soit 22 %, passant de 3 100 milliards USD en 2019 à 2 400 milliards USD en 2020. Dans le même temps, le financement public en faveur du développement a atteint des niveaux record sur la période, le Soutien public total au développement durable (TOSSD)[1] ayant augmenté de 22 %, ce qui reflète l'action rapide des fournisseurs de coopération pour le développement, l'augmentation des versements des organisations multilatérales et l'amélioration de la couverture des données en 2020.

L'aide publique au développement (APD) des membres du CAD s'est élevée à 162.2 milliards USD en 2020, et à 185.9 milliards USD en 2021 et 204 milliards USD en 2022. Cela a permis de réaffirmer le rôle contracyclique de l'APD pendant une crise mondiale. L'aide publique bilatérale au développement versée par les fournisseurs de coopération Sud-Sud, comme l'Inde ou la Chine, a également contribué aux apports de financement à l'appui du développement. La notification au titre du TOSSD a augmenté de 20 % entre 2019 et 2021, et les dernières données sur le TOSSD montrent que les versements bruts effectués en 2021 se sont élevés à 394 milliards USD (OCDE, 2022[18]).

[1] Le Soutien public total au développement durable (TOSSD) est une norme internationale permettant de mesurer l'ensemble des ressources destinées à promouvoir le développement durable dans les pays en développement. Il est reconnu comme une source de données dans le cadre mondial des Nations Unies d'indicateurs relatifs aux Objectifs de développement durable

## Graphique 2.1. Le financement disponible du développement durable dans les pays en développement a diminué de 774 milliards USD, soit 17 %, en 2019-20




Note : Le TOSSD comprend les apports transfrontaliers octroyés aux pays en développement et les dépenses mondiales et régionales à l'appui du développement durable (respectivement, les Piliers 1 et 2 du cadre du TOSSD). Les montants mobilisés auprès du secteur privé ne sont pas inclus dans les chiffres du TOSSD présentés ici. La définition et le champ d'application du Pilier 2 sont en cours d'examen, et certaines des activités qu'il contient pourraient ne pas bénéficier directement aux pays en développement. Tous les chiffres utilisent l'échantillon le plus large possible pour les pays éligibles à l'aide publique au développement en dehors de la Chine. L'exclusion de la Chine se justifie par son statut atypique en termes de tendances dans le paysage du financement à l'appui du développement durable, en particulier concernant les apports de capitaux privés.
*Source* : auteurs. Les données sur les ressources publiques sont fondées sur (OCDE, 2022[18]), celles sur les envois de fonds reposent sur (KNOMAD, 2022[19]), et celles sur les flux de capitaux sont issues de (Fonds monétaire international, 2022[20]).

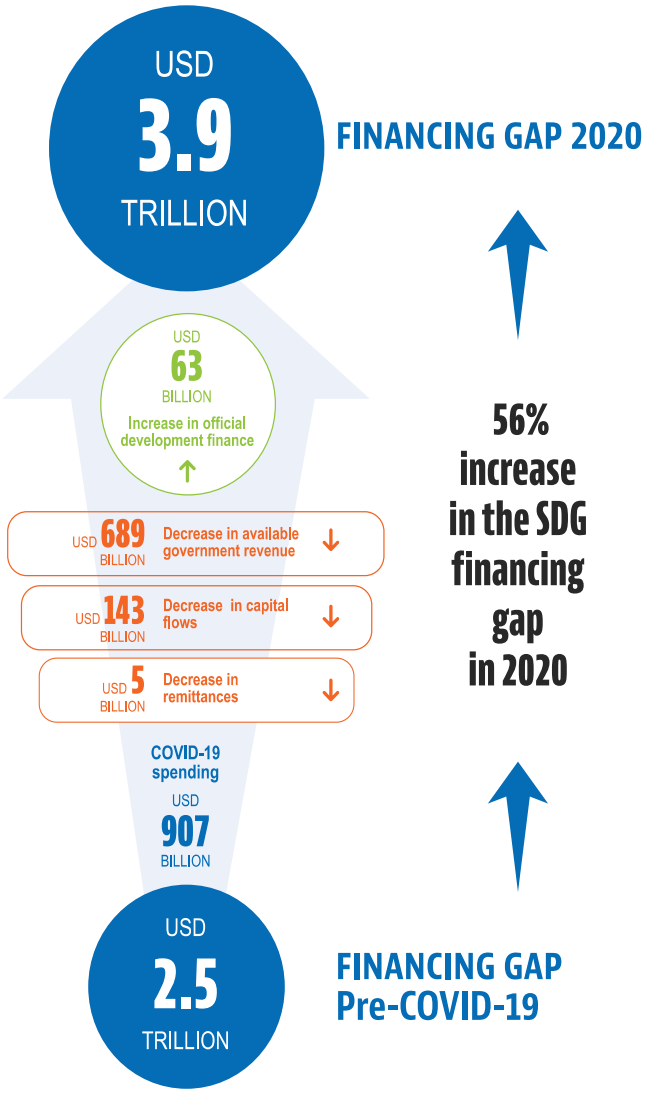
Les flux d'investissement direct étranger (IDE) à destination des pays en développement, bien que moins instables que d'autres sources de flux de capitaux extérieurs, étaient déjà orientés à la baisse au cours de la décennie précédant la crise du COVID-19 et ils ont encore diminué de 8 % en 2020. Ce recul a néanmoins été bien inférieur à la baisse de 30 % observée lors de la crise financière mondiale de 2009. Toutefois, la baisse de l'IDE a particulièrement affecté les projets de création dans les pays en développement, considérés comme l'une des formes d'investissement les plus bénéfiques pour le développement. Elle a aussi durement touché les secteurs concernés par les Objectifs de développement durable (ODD), comme en témoigne la contraction par rapport à la tendance observée avant la pandémie du volume des projets de création annoncés dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (-68 %) ; des services de transport (-59 %) ; de l'alimentation et de l'agriculture (-48 %) ; de la santé (-39 %) ; et de l'éducation (-36 %). La pandémie elle-même a eu un impact négatif sur la création d'emplois, en détournant l'IDE des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, tels que l'industrie manufacturière et le tourisme, qui ont été les plus touchés, vers des investissements à plus forte intensité de capital.

Les envois de fonds des travailleurs émigrés, autre ressource essentielle, se sont également redressés lorsque les gouvernements des pays d'accueil ont commencé à lever les restrictions et à déployer des mesures de relance budgétaire. Entre 2019 et 2020, les apports dirigés vers l'ensemble des pays en développement ont diminué de 1 % seulement, passant de 504 milliards USD à 499 milliards USD. Leur résilience a permis de préserver les investissements liés à la consommation et de protéger certaines populations de la pauvreté, atténuant en partie la chute d'autres ressources privées extérieures[1].

## 2.2. Les besoins croissants de financement à l'appui du développement durable et les lacunes qui en découlent

Les chocs induits par la pandémie de COVID-19 et les tensions géopolitiques creusent le déficit de financement des ODD dans les pays en développement, qui a augmenté de 56 % pour atteindre 3 900 milliards USD en 2020 (Graphique 2.2). Bien que les flux de capitaux se soient rapidement redressés au second semestre de 2020, ils n'ont pas pu compenser la chute vertigineuse des recettes publiques disponibles. Compte tenu du durcissement attendu des conditions de financement à l'échelle mondiale, les projections de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement donnent à penser que le déficit de financement des ODD pourrait atteindre 4 300 milliards USD par an entre 2020 et 2025, soit une augmentation de 400 milliards USD par rapport aux estimations de l'OCDE en 2019-20 (CNUCED, 2022[21]).

### Graphique 2.2. Le déficit de financement des Objectifs de développement durable a augmenté de 56% en 2020




*Source* : auteurs. Les données sur le financement public en faveur du développement sont fondées sur (OCDE, 2022[18]), celles sur les envois de fonds reposent sur (KNOMAD, 2022[19]), et celles sur les flux de capitaux sont issues de (Fonds monétaire international, 2022[20]).

***Les incertitudes économiques et financières assombrissent les perspectives de rebond pour les pays en développement***

La montée des tensions géopolitiques et le risque de propagation de nouveaux chocs négatifs sur l'économie mondiale indiquent que la confiance des entreprises et des investisseurs restera probablement fragile, ce qui pourrait peser sur l'investissement dans les pays en développement à moyen et long terme.

En outre, les fuites au niveau des systèmes de contrôle financier continuent de priver les pays en développement de ressources considérables. Bien que les apports financiers illicites soient difficiles à mesurer avec précision en raison de leur nature même et du fait qu'il existe différentes définitions de ce concept, les estimations existantes indiquent que ces apports sont d'une ampleur suffisante pour contribuer de manière substantielle au déficit de financement des ODD dans les pays en développement. L'inefficacité des dépenses publiques constitue un aspect important, mais souvent négligé, du déficit de financement des ODD. Les pertes imputables à cette inefficacité au niveau des différents ODD pourraient s'élever à 102 milliards USD dans les pays à faible revenu (PFR), à 2 700 milliards USD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) et à 6 500 milliards USD dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) chaque année (Cristóbal et al., 2021[22]).

# 3 Financer les transitions climatiques

Dans un contexte de pénurie de ressources et d'incertitude économique, l'un des défis majeurs consiste à déterminer quelles possibilités d'investissement s'offrent à l'appui du financement du développement et du financement climatique et à faire en sorte que le second soit additionnel au premier. Ce chapitre examine les sources de financement climatique, les voies par lesquelles ce financement pourrait être porté à plus grande échelle afin de soutenir les transitions et les moyens de surmonter les limites de l'architecture actuelle du financement climatique. Il met également en lumière les possibilités qu'offre l'articulation entre climat et développement et la façon dont les investissements dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets peuvent renforcer les priorités des ODD.

Les engagements pris aux niveaux mondial et national en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets créent une pression supplémentaire sur les financements disponibles à l'appui du développement durable, mais aussi des possibilités d'investissement en faveur des transitions justes à l'échelle mondiale[2]. On estime que 1 000 milliards USD de financements climatiques extérieurs seront nécessaires d'ici 2030. Bien qu'il n'existe pas encore de définition formellement convenue du financement climatique, il peut être compris comme un financement local, national et international (public, privé et mixte) visant explicitement à soutenir l'atténuation et l'adaptation. En outre, les financements alignés sur le climat sont des flux financiers compatibles avec une trajectoire de développement à faibles émissions de $CO_2$ et résistant au changement climatique.

## 3.1. Investir dans l'articulation entre climat et développement

Le développement durable et l'action climatique sont mutuellement bénéfiques et interdépendants. L'investissement dans des activités liées au climat peut renforcer les priorités des Objectifs de développement durable (ODD) et contribuer positivement à un développement et une croissance durables.

***Le changement climatique entrave la croissance économique et menace de freiner davantage le développement***

Les effets du changement climatique touchent les populations pauvres de manière disproportionnée, exacerbant les inégalités et sapant les efforts d'éradication de la pauvreté (FMI, 2022[10]). Leurs répercussions sur la santé, l'utilisation des terres et la sécurité alimentaire pourraient déclencher une crise migratoire qui entraînerait le déplacement de centaines de millions de personnes, principalement originaires de pays en développement (Bhattacharya et al., 2022[23]). Des destructions d'emplois sont probables dans les secteurs à forte intensité de carbone, ces activités étant remplacées par des filières vertes (OCDE, 2017[24]). Selon certains scénarios, l'économie mondiale reculera de 4.2 % sous l'effet du changement climatique d'ici à 2050, même si les objectifs de l'Accord de Paris visant à stabiliser le réchauffement climatique sont atteints, et de 18 % si aucune mesure d'atténuation n'est prise (Swiss Re Institute, 2021[25]).

Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement comptent parmi les plus durement touchés et ceux qui sont le moins à même de faire face au changement climatique (Kharas et Dooley, 2021[26]). La croissance démographique rapide observée dans toutes les régions en développement, et en particulier en Afrique, augmentera les besoins d'investissement, car une plus forte proportion de la population vivra dans des zones à haut risque (Banque mondiale, 2021[27]) (Bhattacharya et al., 2022[23]).

### *Investir dans les transitions climatique et verte, c'est investir dans la croissance*

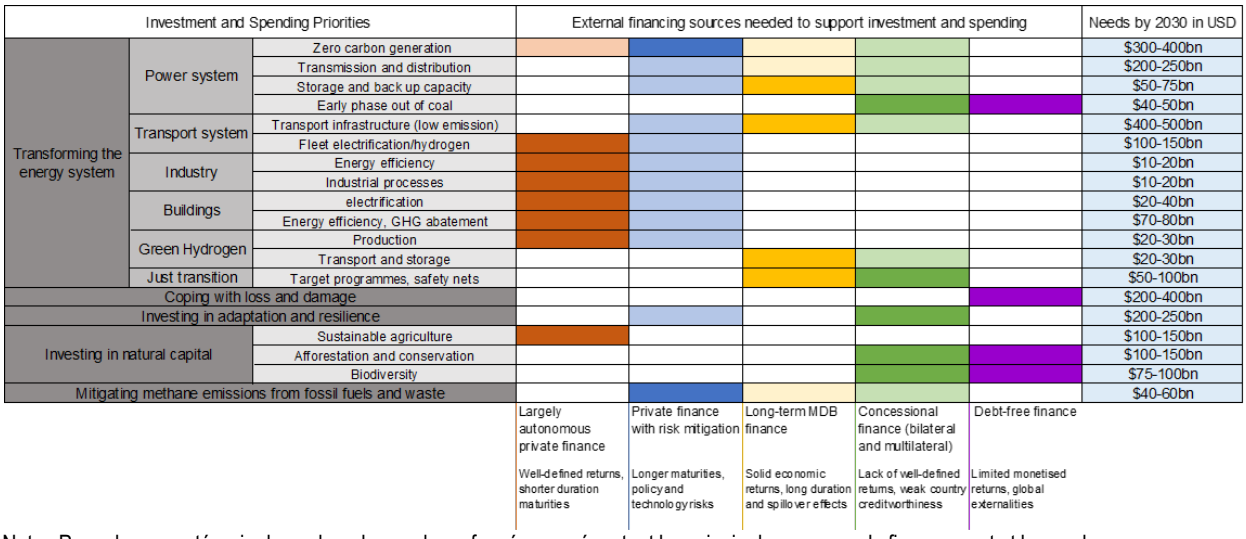
Le retour obtenu sur les investissements consentis à l'appui de la transition verte est élevé. Une action vigoureuse en faveur du climat peut accroître la croissance à long terme dans les pays du Groupe des Vingt à un rythme pouvant atteindre 2.8 % en moyenne (G20) d'ici à 2050, avec un effet net de près de 5 % si l'on tient compte des impacts climatiques atténués (OCDE, 2017[24]). Par exemple, bien que les coûts initiaux de l'investissement dans les infrastructures vertes puissent être jusqu'à 33 % plus élevés que ceux des investissements dans les infrastructures énergétiques conventionnelles (Rozenberg et Fay, 2019[28]), l'impact positif important de l'investissement vert observé sur le PIB compense largement la hausse initiale des coûts d'investissement et offre un rendement positif pour le PIB des pays.

En outre, au vu des progrès technologiques inattendus et rapides constatés dans le domaine des solutions bas carbone, ces dernières seront compétitives d'ici 2030 par rapport aux investissements fondés sur les combustibles fossiles dans des secteurs qui représentent aujourd'hui près des trois quarts des émissions (Systemiq, 2020[29]). Ces changements s'accompagneront de nouvelles innovations et seront source de croissance. Ils offriront aussi de nouvelles possibilités d'investissement qui, si elles sont ignorées, pourraient entraîner des milliers de milliards de dollars de capitaux échoués dans des secteurs éteints (Bhattacharya et al., 2022[23]).

### *Il est nécessaire d'investir des milliers de milliards de dollars dans le développement durable et le climat*

Alors que les ODD nécessiteront près de 4 000 milliards USD par an, le déficit de financement climatique augmente plus rapidement. Selon les estimations présentées dans un rapport récent du Groupe d'experts indépendants de haut niveau sur le financement climatique, les économies émergentes et les pays en développement (hors Chine) auront besoin d'environ 1 000 milliards USD de financements extérieurs d'ici à 2030 (Songwe, Stern et Bhattacharya, 2022[30]). La transformation des systèmes énergétiques - principalement dans les transports, l'industrie, les bâtiments économes en énergie et les systèmes électriques - nécessitera la majeure partie des dépenses (Infographie 3.1). Par ailleurs, le Groupe des négociateurs africains de la COP27 a demandé à ce que 1 300 milliards USD de financement climatique soient mis chaque année à la disposition des pays africains à compter de 2025 (Kawaye, 2022[31]).

### Graphique 3.1. Sources de financement extérieur pour les investissements et dépenses prioritaires à l'appui de l'action climatique et des objectifs de développement connexes




Note : Pour chaque catégorie de couleur, les couleurs foncées représentent les principales sources de financement et les couleurs plus claires les sources secondaires.
Source : Adapté de (Songwe, Stern et Bhattacharya, 2022[30]).

## 3.2. Mobiliser des ressources publiques et privées pour permettre des transitions justes à l'échelle mondiale

Le rapport du Groupe d'experts indépendants de haut niveau sur le financement climatique suggère qu'un peu plus de la moitié (55 %) du financement climatique nécessaire pourrait être couvert par l'investissement privé, le reste pouvant être fourni à hauteur de 25 % par les banques multilatérales de

développement (BMD) et de 20 % par d'autres acteurs qui utilisent des instruments innovants à l'appui des financements à faible coût. La mobilisation de financements privés a été toutefois relativement modeste. Et même si le financement climatique public bilatéral a augmenté au cours des sept dernières années et que le financement climatique dirigé par les BMD vers les pays en développement atteint des niveaux record, les besoins augmentent et dépassent ces efforts. Pour mobiliser ces ressources, les apports annuels des BMD et des institutions de financement du développement (IFD) devront tripler au cours des cinq prochaines années ; les financements concessionnels doivent doubler d'ici à 2025 par rapport aux niveaux de 2019 ; et l'enveloppe des financements à faible coût doit augmenter sensiblement au moyen de droits de tirage spéciaux, de garanties et d'autres instruments innovants (Songwe, Stern et Bhattacharya, 2022[30]).

### *Le financement climatique public bilatéral a considérablement augmenté depuis 2016*

Le financement climatique public a augmenté régulièrement d'une année sur l'autre depuis 2015, le financement climatique public multilatéral attribuable aux pays développés ayant progressé de 138 % entre 2013 et 2020 et le financement climatique public bilatéral de 40 % au cours de la même période (OCDE, 2022[32]). Ces financements ont principalement pris la forme de prêts concessionnels et non concessionnels (71 %) et, dans une moindre mesure, de dons (26 %).

Comme l'illustre le tableau 3.1, le financement climatique public bilatéral et multilatéral a augmenté de 80 % entre 2013 et 2020 (passant de 38 milliards USD à 68.3 milliards USD). Les financements climatiques privés mobilisés ont augmenté de près de 30 % au cours de la période 2016-20 – même si les données comparables ne sont disponibles qu'à partir de 2016 –, 43 % du total de ces financements correspondant à des investissements directs dans des entreprises et des structures *ad hoc* créées à des fins de financement de projets, et 19 % à des garanties. La part des petits crédits à l'exportation liés au climat, bien que relativement modeste, a augmenté de 19 % sur la période 2013-20. Les financements privés mobilisés et les crédits à l'exportation ont fluctué entre 2013 et 2020, avec une baisse notable en 2020 par rapport à 2019.

Les financements à l'appui des mesures d'atténuation du changement climatique ont représenté la majorité (58 %) du total des financements climatiques fournis et mobilisés. Ils ont été principalement orientés vers les secteurs de l'énergie et des transports, qui ont absorbé près de la moitié (46 %) du total des financements climatiques fournis et mobilisés entre 2016 et 2020. Le financement de l'adaptation a été axé sur les activités dans les secteurs de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, qui ont représenté 17 % des financements climatiques fournis et mobilisés (OCDE, 2022[32]).

En 2021, en amont de la COP26, les membres du CAD de l'OCDE ont franchi une nouvelle étape en s'engageant formellement à aligner leur aide publique au développement sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Toutefois, le chevauchement des crises mondiales pèse à la fois sur le financement climatique public bilatéral et sur les budgets publics du financement du développement dans leur ensemble. Face à la pandémie de COVID-19, de nombreux fournisseurs ont réaffecté des ressources initialement destinées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets au profit de mesures d'urgence nationales (Richmond et al., 2021[33]). Cette évolution s'est traduite par une accumulation de dette à court terme et une marge de manœuvre budgétaire limitée parmi les pays en développement, entraînant un resserrement des recettes publiques susceptibles d'être affectées au financement climatique.

### Tableau 3.1. Financement climatique fourni et mobilisé par composante et sous-composante sur la période 2013-20 (en milliards USD)

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Financement climatique public bilatéral (1) | 22.5 | 23.1 | 25.9 | 28.0 | 27.0 | 32.0 | 28.7 | 31.4 |
| Financement climatique public multilatéral attribuable aux pays développés (2) | 15.5 | 20.4 | 16.2 | 18.9 | 27.1 | 30.5 | 34.7 | 36.9 |
| *Banques multilatérales de développement* | *13.0* | *18.0* | *14.4* | *15.7* | *23.8* | *26.7* | *30.5* | *33.2* |
| *Fonds climatiques multilatéraux* | *2.2* | *2.0* | *1.4* | *2.6* | *2.9* | *3.5* | *3.8* | *3.5* |
| *Apports aux institutions multilatérales (lorsque les sorties de fonds ne sont pas disponibles)* | *0.3* | *0.4* | *0.4* | *0.6* | *0.5* | *0.3* | *0.3* | *0.2* |
| **Sous-total (1+2)** | **38.0** | **43.5** | **42.1** | **46.9** | **54.1** | **62.1** | **63.4** | **68.3** |
| Crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et liés au climat (3) | 1.6 | 1.6 | 2.5 | 1.5 | 3.0 | 2.7 | 2.6 | 1.9 |
| **Sous-total (1+2+3)** | **39.5** | **45.1** | **44.6** | **48.5** | **57.1** | **64.8** | **66** | **70.2** |
| Financement climatique privé mobilisé (4) | 12.8 | 16.7 | n. d. | 10.1 | 14.5 | 14.7 | 14.4 | 13.1 |
| *Financement climatique public bilatéral* | *6.5* | *8.1* | *n. d.* | *5.2* | *4.0* | *3.8* | *5.8* | *5.1* |
| *Financement climatique public multilatéral attribuable aux pays développés* | *6.2* | *8.6* | *n. d.* | *4.9* | *10.5* | *11.0* | *8.6* | *8.0* |
| **Total général (1+2+3+4)** | **52.4** | **61.8** | **n. d.** | **58.5** | **71.6** | **79.9** | **80.4** | **83.3** |

#### *Les banques multilatérales de développement ont accru leurs financements climatiques, mais elles doivent augmenter sensiblement leurs dépenses pour répondre aux besoins*

Malgré la pandémie, le financement climatique destiné aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire par les banques multilatérales de développement (BMD) a atteint le montant record de 50.7 milliards USD en 2021 ; 92 % des 19.2 milliards USD destinés au financement de l'adaptation ont également été dirigés vers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (Songwe, Stern et Bhattacharya, 2022[30]). Néanmoins, les BMD devront élargir leur périmètre de travail et accroître sensiblement le volume de leurs financements pour combler le déficit. Certains estiment qu'elles devront tripler leurs niveaux de dépenses d'ici à 2025 pour répondre aux besoins des pays en développement en matière d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, mais poursuivre les réformes en vue d'accroître les financements (Tyson, 2021[34]). Cela implique de refondre leurs stratégies et leurs activités opérationnelles afin de mieux tirer parti des atouts que leur confèrent la structure de leur actionnariat, ainsi que leurs fonctions dans les domaines du conseil en matière d'action publique, de l'investissement et du renforcement des capacités.

## 3.3. Obstacles à l'augmentation du financement climatique dans les pays en développement

Les apports de financement climatique sont inégalement répartis, ce qui pose des problèmes aux pays pauvres et vulnérables qui sont les plus exposés et supportent des coûts disproportionnés liés aux impacts du changement climatique. Les principaux bénéficiaires du financement climatique se concentrent dans les pays à revenu plus élevé. Cela s'explique probablement par leur environnement institutionnel plus

favorable et par leurs capacités d'absorption plus fortes. Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) en sont les principaux bénéficiaires, tandis que l'Asie en est la principale région bénéficiaire, représentant 42 % du total des financements climatiques fournis et mobilisés par les pays développés. Les autres régions se répartissent comme suit : Afrique (26 %), Amériques (17 %), Europe (5 %) et Océanie (1 %). La ventilation par groupe de revenu du financement climatique total fourni et mobilisé par les pays développés montre que les PRITI représentaient 43 %, suivis des PRITS (27 %), des pays à faible revenu (8 %) et des pays à revenu élevé (3 %). Au cours de la période 2016-20, les petits États insulaires en développement n'ont représenté que 2 % du total des financements climatiques fournis et mobilisés, les pays les moins avancés 17 % et les contextes fragiles 22 % (OCDE, 2022[32]).

### *Le manque de capacités dans les pays les moins avancés limite leur accès au financement climatique*

Le manque de capacités, qui freine les pays en développement dans la réalisation des objectifs climatiques, génère également des obstacles au regard du financement climatique. Malgré les investissements importants consentis en faveur du renforcement des capacités dans les pays partenaires pour améliorer leur état de préparation, nombre de ces derniers ne disposent toujours pas des capacités nécessaires pour évaluer les risques climatiques, élaborer des propositions de projet à l'appui de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets et, par extension, accéder aux financements nécessaires. Des analyses approfondies récentes ont confirmé qu'il est nécessaire de continuer à appuyer le renforcement des capacités et le soutien apporté aux capacités de programmation au niveau des pays, afin de s'aligner sur les priorités des pays en matière de renforcement des capacités à long terme et de coïncider avec elles. Cet appui est également un élément crucial lorsqu'il s'agit d'aborder la mobilisation directe d'investissements climatiques privés de façon globale (Casado Asensio, Blaquier et Sedemund, 2022[35]). Il joue un rôle essentiel en servant de base pour la mise sur pied de réserves de projets rentables et la réduction des risques des projets au regard desquels des démarches de financement mixte peuvent être adoptées et le rôle des banques publiques de développement est particulièrement pertinent (G20, 2021[36]).

### *Un outil pour mobiliser davantage de financements climatiques privés*

Les investisseurs privés peuvent s'appuyer davantage sur les instruments de l'OCDE en matière de conduite responsable des entreprises (CRE), notamment sur le devoir de diligence fondé sur les risques, afin de lever certains des obstacles à la mobilisation de financements privés en faveur de projets verts et d'opérations sur actifs dans les PRITI. Le devoir de diligence en matière de CRE est moteur d'amélioration continue de la performance des projets et des actifs au regard des objectifs environnementaux et sociaux, en ce sens qu'il fournit un cadre permettant de répertorier, de prévenir et d'atténuer les impacts négatifs potentiels et réels sur les populations et la planète (OCDE, 2018[37]). Procéder à l'exercice du devoir de diligence en matière de CRE, au lieu de s'appuyer sur les scores environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), peut aider à surmonter certains biais des indicateurs et des scores dans ce domaine qui ne permettent pas toujours de rendre pleinement compte de la contribution potentielle aux principaux objectifs climatiques et de développement des projets et des actifs au niveau des PRITI.

Le cadre de CRE peut être davantage mis à profit pour catalyser des financements privés à l'appui des objectifs climatiques et de développement. De même, les Principes du CAD de l'OCDE relatifs au financement mixte, visant à mobiliser des financements commerciaux à l'appui de la réalisation des ODD, reconnaissent que les projets de financement mixte devraient intégrer des normes rigoureuses en matière de gouvernance d'entreprise, de protection de l'environnement et de protection sociale, ainsi que des instruments de CRE, afin de soutenir le développement de marchés efficients et fonctionnels (OCDE, 2018[37]).

## 3.4. Limites de l'architecture du financement climatique

Une part importante du financement climatique mondial est actuellement cofinancée par les institutions existantes au sein de l'architecture mondiale de la coopération pour le développement. À l'inverse, les institutions dont le mandat cible majoritairement ou exclusivement le financement climatique ne représentent qu'une faible part du financement climatique total. En 2020, moins de 4 % du total des 83.3 milliards USD de financements climatiques alloués à la réalisation de l'objectif des 100 milliards USD provenaient des fonds climatiques directement liés à la Convention des Nations Unies et au Protocole de Kyoto, ou moins de 5 % si l'on exclut les financements privés mobilisés (OCDE, 2022[1]).

### *Les défis liés au financement climatique reflètent ceux de la coopération pour le développement en général*

Les priorités et les cadres d'incitation des fournisseurs de coopération pour le développement déterminent dans une large mesure le financement climatique (Ericsson et Steensen, 2014[38]), parallèlement aux cadres réglementaires et stratégiques des juridictions bénéficiaires. Puisqu'ils dépendent d'engagements politiques et de décisions de financement individuelles de la part d'institutions bilatérales et multilatérales (OCDE, 2022[32]), les investissements climatiques peuvent saper par la fragmentation et les chevauchements qui caractérisent parfois les interventions publiques de financement du développement sur le terrain. Cette fragmentation met directement en question l'appropriation et l'alignement au niveau national et met à rude épreuve les capacités administratives des gouvernements des pays bénéficiaires, ce qui entraîne une répartition inégale des financements concessionnels (OCDE, 2012[39]).

Le climat de l'investissement pour les financements climatiques consentis par le secteur privé est également médiocre, notamment dans le secteur des énergies vertes. Les cadres macroéconomiques, réglementaires et politiques nationaux peuvent dissuader le financement privé, et l'incertitude liée à l'action publique (OCDE, 2022[1])ainsi que la perception de risques élevés concernant les projets d'énergie verte exacerbent les risques relatifs aux achats et à la solvabilité (encadré 3.1). Plus généralement, on observe une asymétrie de l'information due au manque de données dont les investisseurs ont besoin pour évaluer précisément leurs risques. La capacité des actionnaires et des parties prenantes à dialoguer efficacement avec les entreprises sur les priorités de la transition climatique dépend de leur accès à des informations de qualité concernant la façon dont les entreprises abordent les risques et les perspectives liés au climat (OCDE, 2022[1]). Considérés dans leur ensemble, ces facteurs conduisent à une surestimation probable du risque et découragent les apports de financements privés.

**Encadré 3.1. Risque relatif aux achats : un obstacle au financement de l'énergie en Afrique**

Le risque relatif aux achats désigne le risque lié au défaut ou au retard de paiement de l'acheteur (entité qui achète de l'électricité) en faveur du producteur d'énergie (CEEW, 2019[40]). Il peut avoir un impact considérable sur le coût du capital pour les énergies renouvelables et, par conséquent, constituer un obstacle pour les investisseurs privés. Dans les pays en développement, l'acheteur public étant généralement une entité publique financièrement fragile, l'investisseur peut se trouver en défaut de paiement ; il serait plus efficace de transférer une partie de ce risque des investisseurs privés (CPI, 2018[41]).

On observe cette dynamique en Afrique, où les compagnies d'électricité publiques sont les principales contreparties du projet qui achètent de l'énergie à un prix convenu d'avance, mais dans un contexte de viabilité financière très instable (CPI, 2018[42]). En raison des chocs négatifs au niveau macro susceptibles de donner lieu à des réductions de droits de douane ou à des retards de paiement, les investisseurs en dette incluent souvent la capacité et la volonté de payer de l'acheteur dans leur estimation du rendement, réduisant alors les niveaux d'endettement que les projets peuvent attirer. Bien que les projets à haut risque devraient générer des rendements élevés, le sous-investissement en Afrique subsaharienne donne à penser qu'il existe une limite au-delà de laquelle des rendements plus élevés ne seront plus acceptés.

Si rien n'est fait pour résoudre ce problème d'efficacité et d'allocation, le sous-financement perdurera dans le secteur de l'énergie.

## 3.5. Le point de vue des pays en développement sur le déblocage du financement climatique et du financement du développement : l'initiative de Bridgetown visant à réformer l'architecture financière mondiale

L'Initiative de Bridgetown propose un cadre alternatif pour le financement climatique, qui englobe l'augmentation rapide des investissements, une transition juste vers une économie bas carbone et le renforcement de la résilience climatique. Fruit d'un dialogue informel organisé en 2022 par la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley, elle a ensuite été présentée à l'Assemblée générale des Nations Unies la même année. Elle vise à attirer l'attention sur trois crises interconnectées auxquelles sont confrontés les pays en développement, à savoir l'augmentation du coût de la vie, le surendettement et le changement climatique, et y apporter des réponses. Elle comprend quatre propositions de refonte de l'architecture financière mondiale afin de débloquer et d'intensifier le financement climatique et le développement :

- Le coût du capital constitue un obstacle majeur pour les pays en développement. L'Initiative appelle à la fourniture immédiate de liquidités pour mettre fin à la crise de la dette, notamment à une suspension temporaire par le Fonds monétaire international de ses commissions additionnelles ; à la réaffectation d'au moins 100 milliards USD de droits de tirage spéciaux (DTS) inutilisés en faveur des pays qui en ont besoin ; et au rétablissement des facilités de crédit et de financement rapides et inconditionnelles au niveau de la crise précédente.
- Elle appelle les BMD à augmenter leurs capacités de prêt à l'appui du climat et des ODD de 1 000 milliards USD et affirme que les prêts concessionnels devraient cibler en priorité le renforcement de la résilience climatique dans les pays les plus vulnérables au changement climatique.
- Sachant que les pays vulnérables au changement climatique disposent généralement d'une marge de manœuvre budgétaire très limitée et ne sont pas en mesure de s'endetter davantage, l'Initiative appelle à utiliser de nouveaux mécanismes multilatéraux pour mobiliser les ressources du secteur privé afin de financer les pertes, dommages et efforts de reconstruction liés au

changement climatique. Ces mécanismes devraient envisager de s'appuyer sur des instruments à long terme à faible taux d'intérêt pour aider les organismes multilatéraux à accélérer l'investissement privé en faveur de la transition bas carbone ou une nouvelle émission de 500 milliards USD de DTS.

- Étant donné que la mise en œuvre de ces propositions ne sera pas possible sans l'action collective de toutes les parties prenantes, elle appelle la communauté internationale à apporter une réponse coordonnée pour répondre efficacement aux crises climatiques et adapter le système financier, dans l'optique de mieux soutenir les pays vulnérables face au changement climatique et la transition vers une économie bas carbone.

# 4 Vers une architecture plus efficace pour maximiser et pérenniser le financement multilatéral du développement

Si le système multilatéral de développement a prouvé sa pertinence au fil des crises successives, il fait face à de nombreuses pressions. Ce chapitre permet d'examiner les mesures d'urgence prises et de donner un aperçu de certaines des limites de ce système de plus en plus complexe, notamment sa fragmentation, qui sont perçues comme créant involontairement des obstacles supplémentaires à l'élargissement de l'accès au financement du développement durable.

## 4.1 La pandémie a entraîné une forte hausse du financement provenant du système multilatéral de financement et du secteur privé, mais les apports disponibles ne suivent pas le rythme de l'augmentation des besoins dans les pays en développement

Le système multilatéral de développement a été une bouée de sauvetage pour les pays en développement en situation de crise. Avec près de 230 milliards USD, les apports en 2020 ont atteint un niveau record en réponse à la pandémie (même si les engagements de financement multilatéral ont augmenté de 37 %, soit moins que la hausse de 54 % enregistrée au lendemain de la crise financière mondiale). Bien que les financements multilatéraux fournis aux pays en développement aient été d'une ampleur sans précédent, ils n'ont toujours pas permis de répondre aux besoins engendrés par les crises successives. Les engagements totaux des organisations multilatérales alloués aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en 2020 ont représenté 1.3 % de leur PIB de 2019, pour une perte de production de 9.6 %. Les apports multilatéraux ont représenté moins de 1 % du PIB des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, alors que ces pays constituaient la catégorie de revenu la plus touchée en matière de production, avec une baisse de 15.6 %.

Une tendance similaire se dégage pour les apports privés à l'appui du développement durable. Selon les dernières données recueillies (OCDE, 2022[43]), les financements privés mobilisés par les fournisseurs publics ont augmenté de 11 % en 2020, passant de 46.4 milliards USD à 51.3 milliards USD, après avoir diminué de 4 % en 2019. Les organisations multilatérales sont restées les principaux contributeurs à la mobilisation de financements privés, puisqu'elles représentent 76 % du total, 7 % de plus qu'en 2019. Si cette augmentation est une bonne nouvelle, les montants en jeu restent loin de l'ordre de grandeur établi par le Programme d'action d'Addis-Abeba pour le financement privé et ne peuvent contribuer que marginalement à combler le déficit de financement des ODD. En outre, une écrasante majorité des financements privés mobilisés ont ciblé des pays présentant des profils de risque plus faibles et des secteurs dans lesquels les projets étaient plus bancables. En effet, en 2018-2020, 87 % des financements privés ont été mobilisés pour des pays à revenu intermédiaire, et 62 % dans les secteurs de l'infrastructure économique et des services économiques (OCDE, 2023[44]).

### *Les institutions financières internationales ont joué un rôle déterminant en fournissant des liquidités et un soutien financier pour aider les pays en développement à faire face aux conséquences du COVID-19*

En 2020, les banques multilatérales de développement (BMD) ont pris des mesures pour accroître leurs prêts aux pays en développement, notamment en accélérant les décaissements, en mettant en place de nouvelles facilités de crédit et en réaffectant des financements existants à des projets liés à la pandémie. Le Groupe de la Banque mondiale a eu recours au volant de fonds propres de 10 milliards USD de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et à son guichet concessionnel. L'Association internationale de développement (IDA) a utilisé toutes les ressources restantes d'IDA18 pendant l'exercice 2020. De plus, elle a concentré en début de période environ la moitié de l'enveloppe triennale des ressources d'IDA19 durant l'exercice 2021, en avançant IDA20 de 12 mois pour permettre de continuer à accroître les financements au cours des années suivantes (Groupe de la Banque mondiale, 2021[63]).

La Banque asiatique de développement (BAsD) a décaissé des fonds au moyen d'un nouvel instrument spécialisé de soutien budgétaire, l'Option de réponse à la pandémie de COVID-19. Cet instrument fournit aux pouvoirs publics un soutien budgétaire rapide leur permettant de mettre en œuvre des programmes de dépenses contracycliques afin d'atténuer les effets de la pandémie (Sato, Aboneaaj et Morris, 2021[45]). Bien que significative, l'augmentation des prêts des BMD a été inférieure à celle observée pendant la crise financière de 2008-2009, ce qui a provoqué de nouveaux appels à réévaluer la capacité de prêt de ces institutions (Humphrey et Prizzon, 2021[46]). Le Fonds monétaire international (FMI) est intervenu en

apportant des financements d'urgence, un soutien aux liquidités, des dons pour l'allégement de la dette et une allocation générale de droits de tirage spéciaux (DTS) de 650 milliards USD, même si seule une fraction de l'allocation de DTS a directement bénéficié aux pays en développement (G20, 2022[47]).

Il reste à voir si ces niveaux exceptionnels de soutien multilatéral pourront être maintenus. Certaines parties prenantes multilatérales ont récemment averti qu'après avoir concentré en début de période les ressources nécessaires pour faire face aux multiples crises concomitantes, elles risquaient de voir baisser leurs flux de financement dans les années à venir si elles ne recevaient pas un soutien supplémentaire des donneurs. Par exemple, la Banque mondiale a annoncé qu'elle étudiait actuellement les possibilités visant à éviter une baisse des prêts de l'IDA en 2024 et 2025 (Banque mondiale, 2023[48]). En outre, si sa capacité à mobiliser des financements privés est un atout essentiel du système multilatéral de développement, les montants en jeu restent bien inférieurs à ce qui est nécessaire.

### *Malgré certains progrès, la mobilisation de financements privés à l'appui du développement durable reste inférieure aux ambitions du Programme 2030*

La nécessité de mobiliser des ressources privées est une composante essentielle du Programme 2030 et est clairement établie comme une priorité dans le Programme d'action d'Addis-Abeba. Depuis la première enquête sur la mobilisation menée en 2013 par l'OCDE, les fournisseurs publics ont déployé des efforts considérables pour mieux mesurer les financements privés mobilisés au moyen d'interventions du secteur public. Aujourd'hui, le CAD de l'OCDE mesure les financements privés mobilisés à l'aide de six instruments financiers : lignes de crédit, garanties, cofinancement simple, investissement direct dans des entreprises et des véhicules à usage spécial, parts dans des organismes de placement collectif et prêts syndiqués. Pour mesurer la mobilisation des financements privés, le CAD n'utilise pas le concept vaste de financement mixte, mais une définition restrictive, en ce sens qu'elle ne prend en compte que les montants de financement privé qui n'auraient pas été mobilisés en l'absence de recours à des financements publics à l'appui du développement.

## 4.2 L'architecture multilatérale du financement est soumise à une pression croissante pour relever plus efficacement les défis actuels, qui sont complexes et se recoupent

L'architecture multilatérale est un espace plus dense, plus complexe et plus fragmenté que jamais, et de nouveaux fonds multilatéraux continuent d'être créés pour répondre aux défis qui se font jour en matière de développement (OCDE, 2020[49] ; OCDE, 2020[49] ; Banque mondiale, 2022[50]). Si les entités nouvellement instituées ont apporté la réponse rapide nécessaire en temps de crise, leur prolifération continue pose également des problèmes en matière de cohérence, de coordination, de transparence et de redevabilité (OCDE, 2022[51]). Ces problèmes engendrent à leur tour des obstacles à l'accès des pays en développement au financement du développement durable.

### *Obstacle : forte concentration dans quelques organisations*

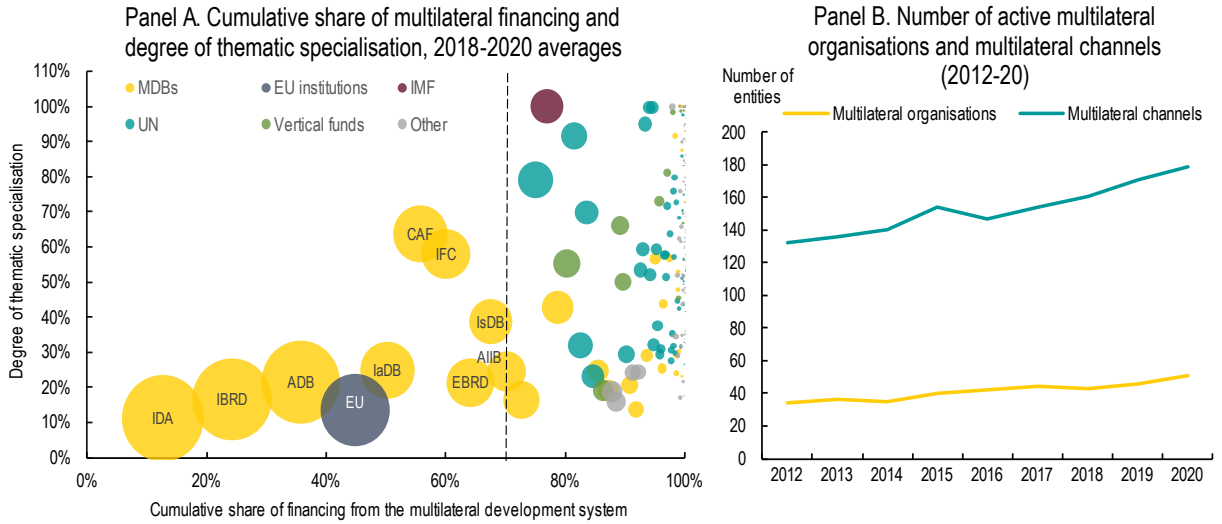
La création de nouveaux canaux multilatéraux en réponse aux crises émergentes se traduit par une fragmentation et une complexité accrue de l'architecture multilatérale. Si le système multilatéral de développement est en constante évolution, les modifications apportées à son architecture prennent généralement la forme d'ajustements progressifs et d'ajouts aux cadres multilatéraux existants. Un petit nombre d'organisations multilatérales constituent toujours le centre de gravité du système multilatéral de développement. Dix organisations multilatérales de développement seulement, c'est-à-dire une fraction des plus de 200 organisations existantes, fournissent 70 % des apports de ce système. Le Graphique 4.1 illustre le poids relatif des institutions : l'IDA, la BIRD, la BAsD, les institutions de l'Union européenne (UE), la Banque interaméricaine de développement, la Banque de développement d'Amérique latine (CAF), la

SFI, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque islamique de développement (BIsD) et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII).

### *Obstacle : fragmentation*

Toutefois, le système multilatéral de développement comprend également une multitude d'entités plus petites et plus spécialisées. Les fonds et programmes des Nations Unies, les organismes des Nations Unies et les fonds verticaux représentent une part importante des entités fournissant les 30 % restants des apports multilatéraux (Graphique 4.1), et cette partie du système se caractérise par une fragmentation plus importante. Elle comprend des entités dont les portefeuilles sont plus restreints et dont la spécialisation thématique est plus poussée, qui acheminent souvent des fonds préaffectés par des fournisseurs bilatéraux. Comme indiqué dans l'édition 2020 du rapport sur le financement multilatéral du développement (OCDE, 2020[49]), des crises successives et plus fréquentes pourraient soit entraîner une consolidation du système multilatéral, soit exacerber la tendance à une fragmentation croissante. La création récente de nouveaux canaux multilatéraux, tels que le Fonds de préparation et de réponse aux pandémies, hébergé par la Banque mondiale, et le Fonds d'affectation spéciale multipartenaires pour la lutte contre le COVID-19, dirigé par les Nations Unies, donne à penser que le système continue de s'adapter aux défis émergents en superposant de nouvelles entités à l'architecture existante plutôt qu'en engageant une réforme en profondeur de celle-ci.

**Graphique 4.1. Dix organisations représentent toujours 70 % du financement total des organisations multilatérales, mais le système est de plus en plus dense et fragmenté**




Note : Les calculs sont fondés sur les engagements à prix constants de 2020. Dans la partie A, l'axe horizontal représente le financement multilatéral cumulé (en pourcentage du financement total provenant du système multilatéral de développement) et l'axe vertical le degré de spécialisation (calculé comme la part du secteur le plus important dans le portefeuille de chaque organisation multilatérale). La taille des bulles représente le volume du financement destiné au système multilatéral de développement, qui comprend à la fois les apports multilatéraux et les contributions hors budget central acheminées par l'intermédiaire d'organisations multilatérales.
Source : Calculs des auteurs d'après le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, (OCDE, 2022[52]).

### *Obstacle : la concurrence pour l'obtention de ressources peut involontairement accroître les déficits de financement*

À long terme, la poursuite de l'élargissement et de la fragmentation du système multilatéral de développement pourrait saper son efficacité, en augmentant le risque de doublons, en creusant les déficits de financement et en intensifiant la concurrence pour l'obtention de ressources, tout en diluant les responsabilités au sein d'une constellation d'entités dotées de leurs propres cadres de gouvernance. Du fait de la complexité croissante de l'architecture multilatérale, il est déjà difficile de clarifier la répartition

des rôles et d'identifier les chevauchements potentiels entre les portefeuilles (Graphique 4.2). Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour recenser les domaines de complémentarité ou de chevauchement entre les portefeuilles d'aide des acteurs multilatéraux et bilatéraux afin d'assurer une plus grande cohérence et coordination de leurs activités.

### Graphique 4.2. Les organisations multilatérales forment un patchwork complexe dont les portefeuilles sont divers mais se chevauchent parfois

Nombre d'entités multilatérales actives par secteur thématique (2015-2020)

| Sector | MDBs | Vertical funds | UN | Other | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Action Relating to Debt | 7 | 0 | 1 | 4 | 12 |
| Agriculture, Forestry, Fishing | 19 | 5 | 13 | 5 | 42 |
| Banking & Financial Services | 20 | 5 | 10 | 6 | 41 |
| Business & Other Services | 15 | 2 | 11 | 5 | 33 |
| Communications | 17 | 2 | 9 | 5 | 33 |
| Development Food Assistance | 7 | 1 | 12 | 2 | 22 |
| Disaster Prevention & Preparedness | 14 | 5 | 13 | 3 | 35 |
| Education | 17 | 3 | 15 | 5 | 40 |
| Emergency Response | 13 | 1 | 15 | 4 | 33 |
| Energy | 19 | 6 | 12 | 6 | 43 |
| General Budget Support | 6 | 1 | 5 | 3 | 15 |
| General Environment Protection | 15 | 5 | 15 | 6 | 41 |
| Government & Civil Society | 17 | 5 | 17 | 8 | 47 |
| Health | 18 | 3 | 18 | 6 | 45 |
| Industry, Mining, Construction | 20 | 5 | 14 | 6 | 45 |
| Other Social Infrastructure & Services | 17 | 5 | 15 | 6 | 43 |
| Population Policies/Programmes & Reproductive Healt | 11 | 3 | 15 | 3 | 32 |
| Reconstruction Relief & Rehabilitation | 13 | 2 | 12 | 2 | 29 |
| Trade Policies & Regulations | 15 | 1 | 8 | 4 | 28 |
| Transport & Storage | 19 | 4 | 7 | 5 | 35 |
| Water Supply & Sanitation | 17 | 5 | 14 | 5 | 41 |

Note : Les cellules du tableau sont colorées en fonction du nombre d'entités de la catégorie, du nombre le plus bas (vert) au plus élevé (rouge).
Source : Calculs des auteurs d'après le Système de notification des pays créanciers de l'OCDE, (OCDE, 2022[52]).

## 4.3 Optimiser le potentiel du système international de financement du développement pour répondre aux besoins de financement du développement durable et vert

Le G20 plaide en faveur de solutions innovantes pour accroître les prêts des BMD. Le Plan d'action pour l'optimisation du bilan des BMD, approuvé en 2015, appelait celles-ci à travailler avec leurs actionnaires respectifs sur des mesures visant à accroître leurs prêts grâce à l'optimisation de leur bilan. Le plan indiquait que cette optimisation ne devait pas compromettre les notations de crédit AAA des BMD ni affecter négativement leur capacité à accorder des prêts contracycliques (G20, 2015[53]). Depuis lors, certaines des principales BMD ont restructuré leurs bilans afin d'accroître leur capacité de financement. Il sera nécessaire à l'avenir que les donneurs continuent de s'engager auprès des BMD pour faire en sorte qu'elles puissent répondre aux besoins croissants des pays.

### *L'adaptation des cadres actuels pourrait contribuer à débloquer les milliards nécessaires au financement du développement durable*

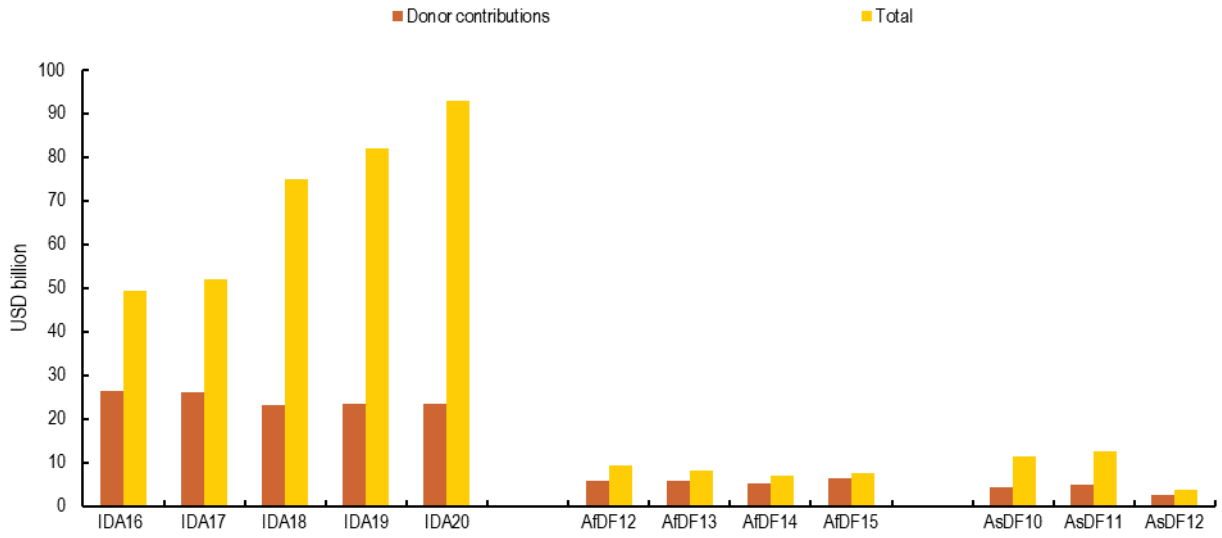
Les diverses approches retenues par les grandes BMD reflètent en partie le cadre institutionnel et les caractéristiques du portefeuille propres à chaque organisation. Dans le cas de l'IDA, la mise en place en 2017 d'un modèle hybride permettant d'émettre des titres de dette sur les marchés d'obligations commerciales en contrepartie de ses fonds propres a permis à l'organisation d'accroître ses enveloppes de reconstitution des ressources. Les contributions des donneurs à l'IDA sont toutefois restées stables, voire ont légèrement diminué (Graphique 4.2).

En 2021, le G20 a également commandé un examen indépendant des cadres d'adéquation des fonds propres des BMD. Le principal objectif de cet examen était de permettre aux actionnaires d'envisager des adaptations des cadres actuels afin de maximiser la capacité de financement des BMD, ce qui pourrait permettre de débloquer des centaines de milliards de dollars de prêts supplémentaires. Reconnaissant que les approches très prudentes des BMD en matière d'adéquation des fonds propres pouvaient entrer en conflit avec la nécessité d'apporter des financements contracycliques et à grande échelle, l'examen indépendant a encouragé les actionnaires à : (1) revoir leurs approches de gestion des risques et adapter l'appétence pour le risque des BMD aux priorités et stratégies opérationnelles ; (2) reconnaître les avantages du capital exigible ; (3) développer l'utilisation des innovations financières ; (4) renforcer le dialogue avec les agences de notation ; et (5) promouvoir une plus grande transparence concernant les résultats des BMD en matière de crédit. En ce qui concerne la nécessité d'une plus grande transparence, l'examen a notamment appelé à une amélioration de la gouvernance en matière d'adéquation des fonds propres, qui suppose de mieux informer les actionnaires et de renforcer leur compréhension des approches de gestion de l'adéquation des fonds propres des différentes BMD. Si elles sont mises en œuvre, ces mesures pourraient contribuer à libérer entre 500 milliards et 1 000 milliards USD de capitaux (G20, 2022[47]).

Les appels lancés récemment en faveur d'une réforme de l'architecture financière mondiale soulignent la nécessité de faire évoluer le mandat et d'accroître la capacité de financement des principales BMD. Toutefois, il est peu probable que les mesures d'optimisation des bilans soient suffisantes pour répondre aux exigences croissantes imposées aux BMD. Par exemple, un rapport récent sur l'évolution du Groupe de la Banque mondiale a souligné que l'augmentation du volume des ressources de la BIRD à l'appui des biens publics mondiaux nécessiterait des ressources concessionnelles supplémentaires et récurrentes de la part des donneurs. Il a également noté que la Banque mondiale étudiait les options permettant d'éviter une forte baisse des prêts de l'IDA en 2024 et 2025 après avoir concentré les ressources de l'IDA20 en début d'exercice 2023 pour faire face à des crises multiples (Banque mondiale, 2023[48]).

**Graphique 4.3 Les contributions des donneurs à la reconstitution des guichets concessionnels des BMD sont restées stables ces dernières années, et leur part dans l'enveloppe totale de reconstitution diminue**

Contributions des donneurs et enveloppe totale de reconstitution des guichets concessionnels des BMD




Source : (OCDE, 2022[2]), d'après les rapports de reconstitution des ressources de l'IDA, du Fonds africain de développement et du Fonds asiatique de développement.

### *Certaines parties du programme de réforme de l'architecture multilatérale de développement, comme le Pacte de financement des Nations Unies, semblent s'être essoufflées ces dernières années*

La crise du COVID-19 a conduit à repenser le système, notamment en ce qui concerne les moyens de rationaliser et d'améliorer la cohérence de l'architecture multilatérale et d'accroître le financement des fonctions essentielles du système, afin de renforcer sa résilience face aux crises futures (ONU, 2022[54]). Toutefois, parce qu'il est complexe de lancer des réformes à l'échelle du système, l'évolution de ce dernier s'est caractérisée jusqu'à maintenant par une expansion et une fragmentation continues plutôt que par une intégration et une consolidation. Les parties prenantes multilatérales ont tendance à user de leur influence, de leurs avantages et de leur capacité d'action pour proposer des solutions ponctuelles de moindre envergure : cela aboutit souvent à une stratégie de réformes au coup par coup, et provoque un élargissement et une fragmentation supplémentaires du système multilatéral de développement. Dans le même temps, les efforts visant à approfondir l'intégration et la coopération entre les parties prenantes multilatérales ont pris beaucoup de retard.

Néanmoins, des initiatives collaboratives notables ont été lancées pour répondre aux besoins des pays en développement. Les partenaires de développement bilatéraux ont pris des mesures historiques en tant que créanciers dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), qui a été créée spécifiquement comme mesure à court terme pendant la pandémie de COVID-19. Ce sont principalement les partenaires de développement bilatéraux qui ont été à l'origine de cet effort. Les créanciers multilatéraux, cependant, n'ont pas pris part à l'initiative afin de préserver leurs notations de crédit, préférant apporter de nouveaux financements à leurs pays clients en concentrant les ressources en début de période et en réorientant une partie de leurs portefeuilles existants. En novembre 2020, le G20 est parvenu à un accord visant à établir un cadre commun pour le traitement de la dette, dont l'objectif est d'aider les pays éligibles à l'ISSD qui se heurtent à des problèmes d'insolvabilité et de liquidité prolongés.

Si les pays développés décidaient de réorienter les DTS du FMI, cela pourrait également accroître les ressources disponibles pour les pays en développement vulnérables. En octobre 2021, le G20 est convenu de réaffecter 100 milliards USD de DTS au profit des pays à faible revenu, des petits États et des pays à revenu intermédiaire vulnérables sur le total de 650 milliards USD alloués aux membres du FMI en août 2021. Il s'agit là d'une innovation bienvenue qui offre des possibilités de stimuler le financement à l'appui du développement durable (Jensen, 2021[55]). D'autres options sont également envisagées, comme l'acheminement des DTS par l'intermédiaire des BMD.

# 5 Évaluer les obstacles à la montée en puissance du financement du développement durable et à son accessibilité

Alors que le déficit de financement durable se creuse et que certains pays en développement sont aux prises avec une stagnation ou une baisse de leurs recettes, il est essentiel de lever les obstacles au financement du développement durable. Ce chapitre analyse quatre domaines dans lesquels les pays en développement sont confrontés à des contraintes : les réglementations non financières, le manque de capacités pour produire les données nécessaires, la faible profondeur des marchés financiers et la complexité des instruments de financement. Cette discussion pourrait éclairer les travaux du G20 sur le financement du développement afin d'acheminer les financements là où ils sont le plus nécessaires.

Sous la présidence indienne du G20, le Groupe de travail du G20 sur le développement (DWG) s'attache à identifier deux types d'obstacles - dans les pays en développement et dans l'architecture financière mondiale - pour mobiliser des financements à l'appui des ODD au service d'un monde plus durable. Les obstacles spécifiques mis en évidence dans ce rapport peuvent être atténués par des actions du G20. Ces travaux s'appuient sur les efforts déployés précédemment par le G20 dans le cadre de son Groupe de travail sur le développement[3] et complètent d'autres actions du G20 entreprises dans le cadre de la filière Finance. Le Groupe d'étude du G20 sur la finance durable (SFWG), par exemple, travaille sous la présidence indienne du G20 à faire progresser les mécanismes de mobilisation de ressources appropriées et en temps voulu pour le financement climatique ; à débloquer des financements à l'appui des Objectifs de développement durable (ODD) ; et à renforcer les capacités des écosystèmes en matière de financement à l'appui du développement durable.[4] La Feuille de route du G20 pour la finance durable adoptée en 2022, par exemple, comprend 5 domaines prioritaires et 19 actions ; nombre de ces actions (en particulier les actions 5, 15 et 19) sont très pertinentes à cet égard.[5]

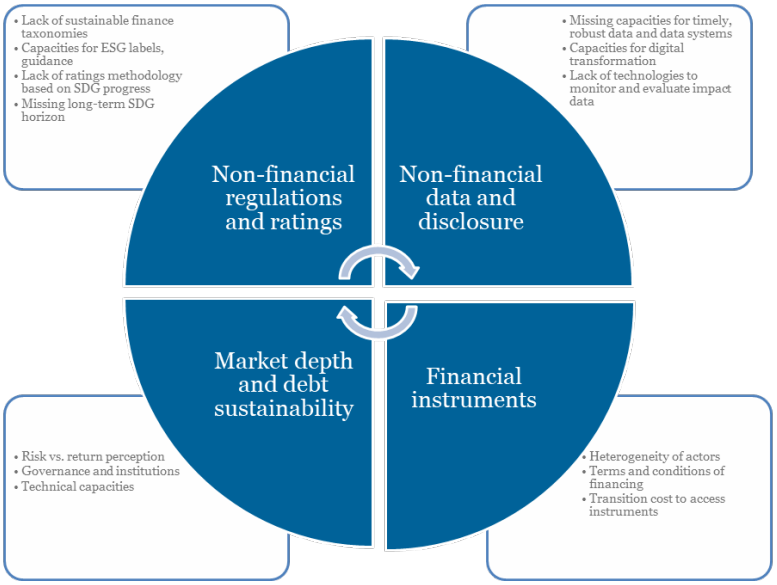
En particulier, dans le cadre des priorités de la présidence indienne du G20, l'OCDE présentera également au Groupe de travail du G20 sur l'architecture financière internationale un rapport livrant une analyse granulaire des liens entre les flux de capitaux transnationaux et la transition climatique dans les marchés émergents et les économies en développement, qui mettra l'accent sur les fonds d'investissement (OCDE, 2023[56]).

Quatre principaux obstacles à l'augmentation du financement des ODD se dégagent, ainsi que des solutions envisageables :

1. **Réglementations non financières et notations de crédit**. Les pays en développement peuvent faire progresser les mesures stratégiques et réglementaires à l'appui de stratégies à long terme au service des ODD et des mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques.
2. **Manque de capacités des pays en développement en matière de données et de divulgation d'informations non financières**. Le G20 peut soutenir le renforcement des capacités dans les pays en développement.
3. **Faible profondeur des marchés financiers et contraintes de viabilité de la dette**. Les instruments de financement innovants offrent des opportunités, mais les investissements locaux et le financement mixte doivent également être intensifiés. Les banques publiques de développement peuvent être des catalyseurs essentiels de la mobilisation de financements commerciaux additionnels.
4. **La multiplication des instruments financiers et l'hétérogénéité des possibilités d'investissement dans les ODD**. Le renforcement de la sensibilisation aux modèles de financement des ODD dans les pays en développement et des capacités en la matière peut les aider à mieux gérer et négocier le paysage du financement du développement durable.

Le graphique 5.1 illustre les principales catégories d'obstacles, qui sont examinées individuellement plus en détail dans ce chapitre.

### Graphique 5.1. Typologie des obstacles à l'accès au financement durable dans les pays en développement



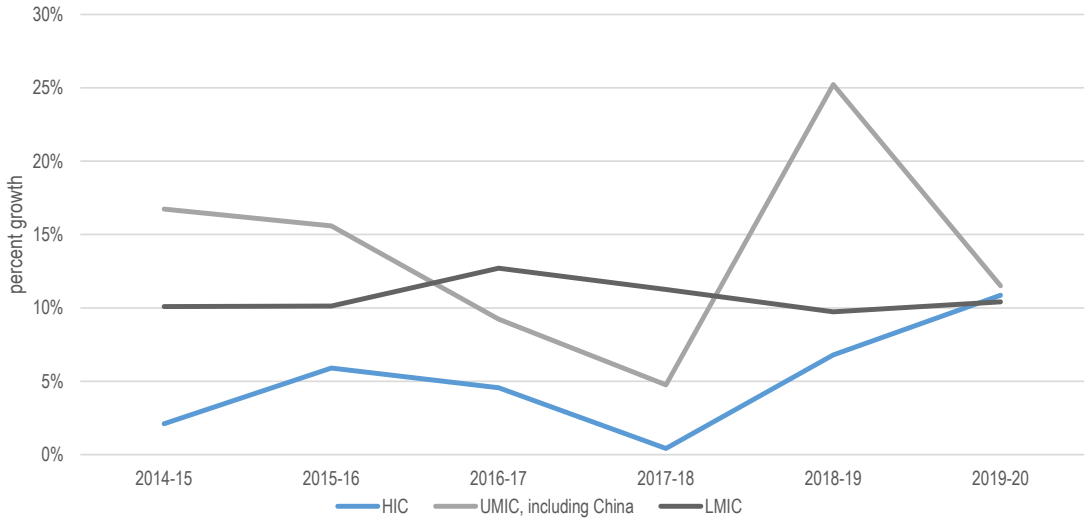

Source : Auteurs, d'après (OCDE, 2022[1]).

## 5.1. Le financement ne sera pas durable s'il ne cherche pas à réduire les déficits de financement des ODD dans les pays en développement

Les pays en développement détenaient moins de 20 % des actifs financiers mondiaux, évalués à 93 000 milliards USD en 2020, mais ils représentent 84 % de la population mondiale et 58 % du PIB mondial. Seuls 5.7 % des pays éligibles à l'aide publique au développement (8 sur 140) sont pris en compte dans la notification des actifs financiers par le Conseil de stabilité financière, et aucun n'est un pays à faible revenu (PFR), ce qui témoigne de la persistance d'obstacles au développement des marchés financiers dans ces pays.

De même, au cours des premières années de la pandémie de COVID-19, la politique monétaire, y compris l'assouplissement quantitatif dans les grandes économies, a contribué à une augmentation de 11 % de la valeur des actifs financiers mondiaux, qui est passée de 423 000 milliards USD à 469 000 milliards USD en 2019-20. La valeur des actions et autres actifs financiers détenus dans les pays développés a augmenté de plusieurs centaines de milliers de milliards de dollars des États-Unis. Pourtant, la valeur des actifs détenus dans les pays en développement a diminué ou est restée inchangée au cours de la même période. En partie grâce aux actions des banques centrales, le taux de croissance des actifs détenus dans les pays à revenu élevé (PRE) a également augmenté, passant de 7 % en 2018-19 à 11 % en 2019-20, tandis que la croissance dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) a reculé, passant de 25 % en 2018-19 à 12 % en 2019-20, et a stagné à 10 % en 2018-20 dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI) (Graphique 5.2).

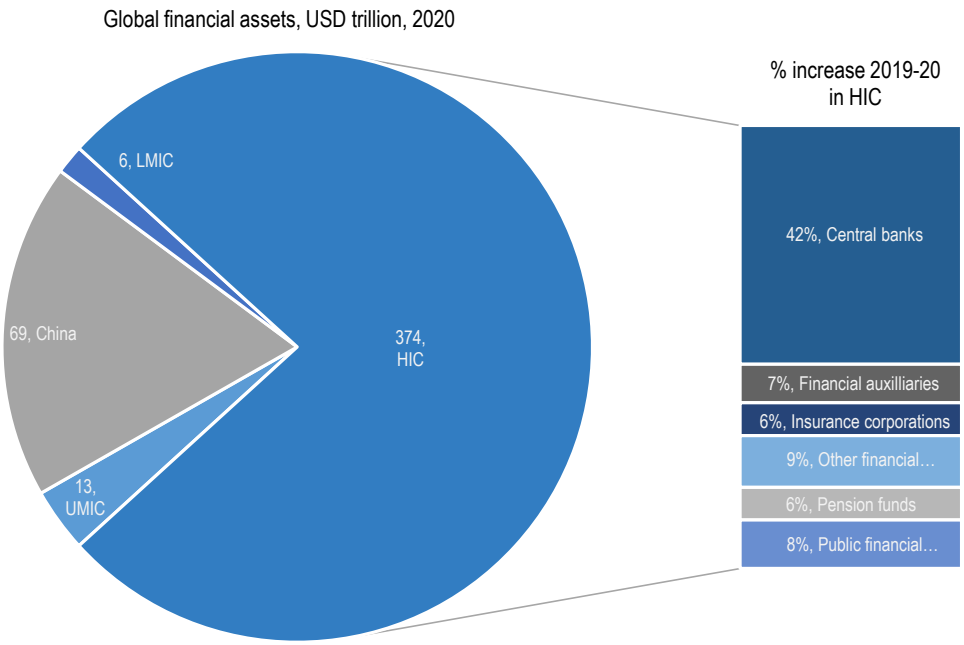
**Graphique 5.2. Le taux de croissance des actifs financiers a diminué ou stagné dans les pays en développement, mais a augmenté dans les pays à revenu élevé sur la période 2019-20**




Note : Le graphique utilise les catégories de revenu de la Banque mondiale.
Source : Auteurs, d'après (Conseil de stabilité financière, 2021[57]).

La réponse monétaire historique au COVID-19 démontre l'influence considérable des acteurs du secteur public sur la répartition des actifs financiers mondiaux. Sur la période 2019-20, la valeur des actifs financiers détenus par les banques centrales a augmenté de près de 20 000 milliards USD (Graphique 5.3). Face au COVID-19, les banques centrales des grandes économies ont adopté une approche « quoi qu'il en coûte » de la politique monétaire. Par exemple, jusqu'en mars 2022, l'Eurosystème a acheté des actifs d'une valeur de plus de 1 850 milliards USD dans le cadre du seul programme d'achats d'urgence face à la pandémie de l'Union européenne (UE) (Schnabel, 2021[58]). Le soutien à la liquidité apporté par les banques centrales a permis de maintenir les taux d'intérêt à un bas niveau, rassurant les marchés, et a également soutenu le rebond des marchés boursiers, ce qui a bénéficié à la quasi-totalité des autres acteurs financiers en 2019-20. Les fonds de pension publics qui détiennent un capital patient à long terme ont également été appelés à aller au-delà de leurs attributions habituelles pour verser des fonds de retraite d'urgence à court terme ou acheter des obligations COVID-19. Les institutions financières publiques, telles que les banques publiques de développement (BPD) et les institutions de financement du développement, ont également apporté un soutien face à la pandémie. Par exemple, rien qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, les BPD ont acheminé 90 milliards USD de soutien au crédit pour une aide économique d'urgence (Finance in Common Coalition, 2021[59]).

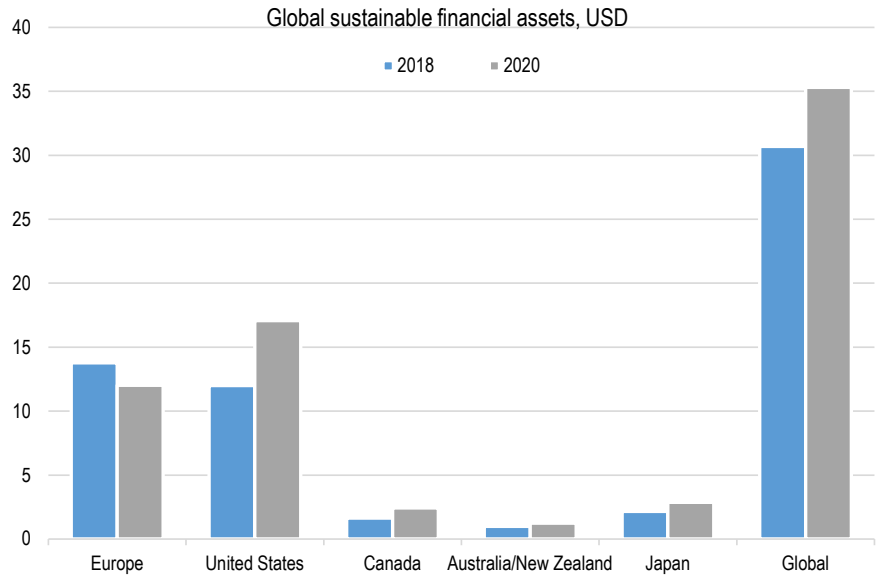
## Graphique 5.3. Les achats d'actifs des banques centrales pendant la pandémie de COVID-19 ont contribué à dynamiser la valorisation des actifs entre les acteurs du secteur financier




Note : La couverture comprend tous les pays inclus dans les rapports du Conseil de stabilité financière.
Source : Auteurs, d'après (Conseil de stabilité financière, 2021[57]).

On estime que moins de 1 % des milliers de milliards d'actifs financiers mondiaux augmenterait la quantité de ressources nécessaires pour combler le déficit de financement des ODD. Toutefois, la croissance récente de la finance durable a largement court-circuité les pays en développement et ceux qui accusent le plus de retard dans la réalisation des ODD. L'offre d'investissements qualifiés de durables a enregistré une croissance sans précédent des PRE depuis 2018. L'investissement durable total a augmenté de 15 % en seulement deux ans, passant de 30 700 milliards USD en 2018 à 35 300 milliards USD en 2020, selon la Global Sustainable Investment Alliance - soit plus rapidement que la croissance des actifs financiers mondiaux. Les fonds et les actifs considérés comme des actifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) représentent 35.9 % des près de 100 000 milliards USD d'actifs gérés au total en 2020 par les investisseurs institutionnels, les gestionnaires d'actifs et les détenteurs d'actifs (Global Sustainable Investment Alliance, 2021[60]). Le volume des actifs durables d'aujourd'hui implique qu'il existe un gisement beaucoup plus vaste d'investissements possibles qui pourrait compenser dans une certaine mesure le biais du marché en faveur du capital par rapport aux pays émergents et en développement.

**Graphique 5.4. L'investissement mondial durable dans les pays développés a atteint un nouveau sommet en 2020 malgré la récession mondiale (milliers de milliards USD)**




Note : Le graphique est basé sur le taux de change aux prix de 2019. Une comparaison régionale des taux de croissance est difficile en raison d'une modification importante de la définition de l'investissement durable, comme le nouveau règlement de l'UE visant à lutter contre l'écoblanchiment. Les rapports de la Global Sustainable Investment Alliance sur les actifs financiers comprennent les investissements durables tels que l'investissement d'impact et le filtrage positif, sur le thème de la durabilité, fondé sur des normes et négatif, l'intégration des critères ESG, ainsi que l'engagement des entreprises et l'action menée par les actionnaires. Les initiatives de lutte contre l'écoblanchiment et les règles d'étiquetage des financements ont conduit les gestionnaires de fonds à retirer à titre préventif le label ESG de 2 000 milliards USD d'actifs sous gestion dans l'UE, ce qui explique le recul de l'investissement durable dans l'UE entre 2018 et 2020.
Source : (Global Sustainable Investment Alliance, 2021[60]).

### *Évolution des normes et cadres nationaux et internationaux relatifs au financement du développement durable*

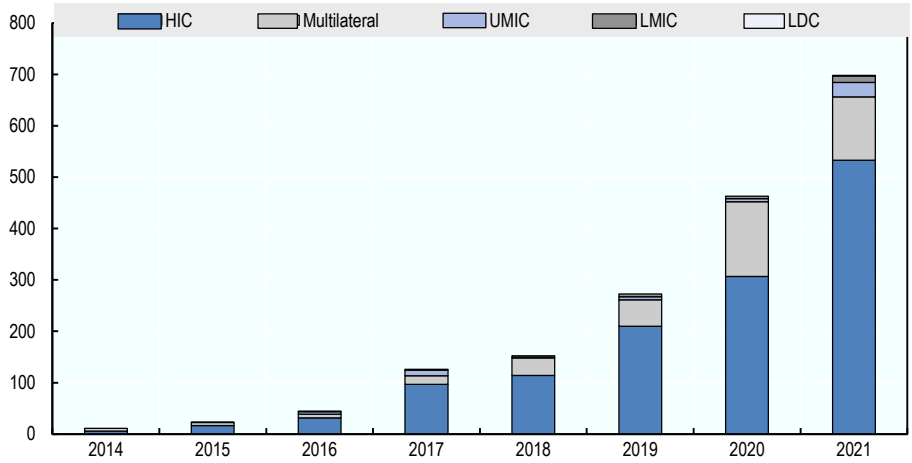
L'essor du financement durable soulève et reflète un certain nombre de défis. Pour produire sur les ODD l'impact requis pour atteindre les pays qui en ont le plus besoin, les cadres et les normes doivent être appliqués à l'échelle mondiale, et en particulier dans les pays les plus exposés au risque de recul au regard des ODD. Une plus grande interopérabilité des normes entre les marchés de capitaux est nécessaire pour atténuer les risques transfrontières. Les efforts visant à concevoir un cadre quantifiable qui englobe les dimensions du risque ESG n'en sont qu'à leurs débuts. Mais les cadres ESG à eux seuls ne permettront pas d'orienter les financements vers les pays qui en ont le plus besoin et pourraient créer d'importants obstacles à l'accès des pays dont les marchés financiers sont peu profonds. Le cadre de cibles et d'indicateurs des ODD fournit des mesures permettant d'évaluer les progrès accomplis à l'échelle mondiale au regard des ODD.

La communauté internationale a beaucoup progressé dans l'intégration de la finance durable, notamment grâce à l'engagement pris par les institutions financières d'aligner les activités de prêt et d'investissement sur l'économie bas carbone. Lors de la COP26, la Glasgow Financial Alliance on Net Zero - un groupe de banques, d'investisseurs institutionnels et d'autres acteurs possédant 130 000 milliards USD d'actifs sous gestion - s'est engagée à aligner les prêts et les investissements sur la neutralité carbone d'ici à 2050.[6] Compte tenu de l'ampleur du déficit de financement des ODD, les institutions financières devraient également être encouragées à élargir leurs plans de financement durable au-delà du climat pour y inclure les ODD dans leur ensemble.

Mais la multiplication des nouvelles initiatives s'accompagne de la nécessité d'assurer leur transparence et leur redevabilité, ce qui nécessite une offre nouvelle de systèmes de notation, d'instruments de financement, de labels, etc. Il est possible de renforcer le marché de la finance durable pour éviter les distorsions, la segmentation et les occasions manquées de financer le développement durable dans les pays dont les capacités de réglementation des marchés sont moindres. L'intégration des risques non financiers (comme les critères ESG et les cadres liés à la durabilité) constitue un baromètre essentiel permettant aux entreprises, aux émetteurs et aux investisseurs d'évaluer et de quantifier dans quelle mesure les investissements génèrent des rendements financiers à long terme. Toutefois, l'intégration des critères ESG se fait actuellement au niveau de l'entreprise ou du pays, ce qui soulève des préoccupations en matière de risques transfrontières.

L'émergence du marché des obligations vertes, sociales et liées au développement durable (GSS) et des obligations liées au développement durable (SLB) est un moyen nouveau et prometteur de mobiliser des financements additionnels à l'appui des ODD, car ces obligations offrent des rendements financiers assortis de résultats en matière de développement durable. La taille du marché des émissions d'obligations GSS et SLB dans le monde a presque doublé en glissement annuel depuis 2014, atteignant près de 700 milliards EUR d'émissions annuelles en 2021 (Graphique 5.5.). En liant les capitaux levés aux engagements envers les personnes et la planète (soit par l'utilisation des produits, soit par des objectifs au niveau organisationnel), les obligations GSS et SLB pourraient contribuer à provoquer un changement systémique sur les marchés financiers mondiaux (OCDE, 2022[61] ; Dembele, Schwarz et Horrocks, 2021[62]). Toutefois, les conditions difficiles sur les marchés, sur fond de resserrement de la politique monétaire et d'incertitudes entourant les perspectives de croissance en 2022, ont entraîné une baisse de 27 % des émissions en glissement annuel (Climate Bonds Initiative, 2022[63]).[7] Celles-ci devraient reprendre leur trajectoire de croissance en volume une fois que la situation du marché se sera améliorée.

### Graphique 5.5. Les émissions d'obligations vertes, sociales, durables et liées au développement durable par les pays à revenu élevé et les organismes multilatéraux ont considérablement augmenté (en milliards EUR)




Note : Les classifications des pays sont fondées sur la liste 2021 des pays admissibles au bénéfice de l'APD établie par le CAD de l'OCDE.
Source : Calculs des auteurs à partir de (Bourse du Luxembourg, 2021[64]).

L'écoblanchiment des capitaux et le blanchiment des capitaux au service des ODD demeurent également un défi majeur pour évaluer ne serait-ce que le volume et l'impact de la finance durable. Selon les estimations de la Global Sustainable Investment Alliance, les investissements durables s'élèvent au total à 35 300 milliards USD, tandis que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et d'autres, en utilisant une définition beaucoup plus étroite de la durabilité, identifient seulement

5 200 milliards USD d'actifs sous gestion comme des investissements durables en 2021, soit une augmentation de 63 % par rapport à 2020 (CNUCED, 2022[21]). L'Organisation internationale des commissions de valeurs, instance internationale d'établissement de normes pour la réglementation des marchés de valeurs mobilières, met en garde contre le manque de clarté quant aux notations ou aux produits de données qu'il est prévu de mesurer, et contre le manque de transparence quant aux méthodes utilisées pour produire les notations (Jackson, 2022[65]). Des études récentes de l'OCDE montrent également que les indicateurs liés au climat sont moins fortement corrélés au pilier environnemental des critères ESG que les facteurs non directement liés à une transition respectueuse du climat, comme la capitalisation boursière ou le financement pour la communication d'informations (OCDE, 2022[66]). En fait, un score élevé sur les critères environnementaux de certains fournisseurs peut être positivement corrélé avec des émissions de $CO_2$ plus élevées (OCDE, 2022[66]). Environ 25 % des fonds verts autodéclarés sont exposés à des combustibles fossiles à hauteur de plus de 5 %, et dans certains cas à hauteur de près de 20 %, ce qui remet en question le caractère écologique de ces fonds (CNUCED, 2022[21]).

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ont été intégrés dans la réglementation de l'UE sur la finance durable afin de lutter contre le risque d'écoblanchiment.[8] Le règlement introduit des règles de transparence pour les institutions financières concernant l'intégration des risques et des impacts liés à la durabilité dans leurs processus et leurs produits financiers, y compris la communication d'informations sur le respect des normes internationalement reconnues en matière de diligence raisonnable. La taxonomie de l'UE pour les activités durables définit également les activités économiques qui peuvent être considérées comme durables sur le plan environnemental.

En outre, la plupart des cadres de reporting ESG visent à évaluer et quantifier la performance d'une entreprise en matière de développement durable - c'est-à-dire les risques qui sont significatifs pour la performance financière des investisseurs - plutôt qu'à évaluer comment une entreprise risque d'avoir un impact sur des considérations externes (double importance relative ou impact sur les ODD). Le projet de directive de la Commission européenne sur l'établissement de rapports sur la durabilité des entreprises propose une taxonomie sociale, ou un sous-ensemble de la taxonomie environnementale de l'UE, qui renforcerait les dimensions sociales et de gouvernance des critères ESG en fixant des garanties sociales obligatoires minimales pour atténuer les risques de violations des droits sociaux et humains (Platform on Sustainable Finance, 2022[67]). La taxonomie sociale de l'UE établirait un lien entre la réalisation ou l'absence de réalisation des ODD d'un pays et la contribution de son secteur privé à la réalisation des ODD.

### *Ce que les pays en développement doivent faire pour attirer des financements durables et climatiques afin de combler leur retard au regard des Objectifs de développement durable*

Les pays en développement, qui élaborent leurs taxonomies, devraient être encouragés à inclure à la fois des critères environnementaux et des critères sociaux plus larges dans leurs approches pour aligner les investissements sur la durabilité. Le rôle limité jusqu'ici de la réglementation financière dans l'alignement des flux d'investissement sur la durabilité représente une occasion manquée d'orienter les ressources vers les secteurs ODD. Il est plus que probable que la finance durable continuera de court-circuiter les pays qui en ont le plus besoin en l'absence d'efforts visant à faciliter l'identification et l'association du capital à des opportunités d'investissement crédibles alignées sur les critères ESG. La Chine et l'Afrique du Sud sont parmi les seuls pays en développement à avoir élaboré une taxonomie ESG, et celle de l'Afrique du Sud n'a été adoptée qu'en avril 2022. Seuls 25 des 60 marchés boursiers des pays en développement exigent la communication d'informations ESG (AIE, 2021[68]).

La Feuille de route du G20 pour la finance durable appelle à l'harmonisation des approches, notamment des taxonomies et des méthodes de notation ESG, afin d'intégrer des considérations environnementales plus larges que le climat. En outre, elle appelle l'International Sustainability Standards Board (IASB), la

nouvelle norme mondiale de référence en matière d'établissement de rapports sur les risques, les opportunités et l'impact en matière de durabilité, à étendre progressivement sa couverture à des questions environnementales et sociales plus larges, au-delà de l'accent initial mis sur les questions liées au climat. Pour progresser dans la réalisation de ces objectifs et faciliter ainsi la mise en relation des possibilités d'investissement qui favorisent la réalisation des ODD avec le capital mondial, les nouvelles approches en matière d'alignement et de communication d'informations devraient intégrer des dimensions environnementale et sociale et s'efforcer d'aligner ces cadres sur les ODD. Le passage à un paradigme universel des ODD peut permettre de concevoir des incitations de marché qui canalisent les capitaux là où les besoins sont les plus grands.

## 5.2. Quatre principaux obstacles limitent l'accès des pays en développement aux financements durables dont ils ont un besoin urgent

### *Obstacle 1 : Obstacles réglementaires non financiers à la montée en puissance de la finance durable dans les pays en développement*

L'un des obstacles tient à l'absence de cadres réglementaires non financiers complémentaires et de politiques visant à accompagner les réglementations financières dans l'alignement des approches. La suppression des obstacles réglementaires non financiers à l'échelle mondiale et dans les pays en développement peut grandement contribuer à garantir un accès équitable aux financements, en particulier dans les pays les plus exposés au risque de recul au regard des ODD.

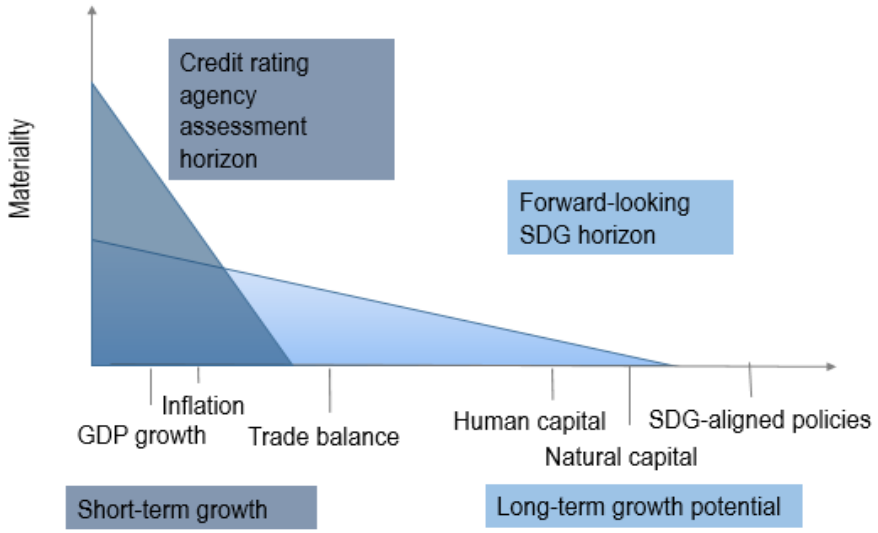
Les marchés de capitaux sont pondérés de manière à orienter les flux vers les pays où les pénuries sont les plus faibles. Ainsi, 65 % de l'indice MSCI des marchés émergents n'est détenu que par 3 des 26 pays couverts (Principles for Responsible Investment, 2022[69]). Dans une enquête réalisée par l'OCDE avant la pandémie, les investisseurs institutionnels ont indiqué qu'ils étaient confrontés à des restrictions en matière d'investissement liées à des exigences de fonds propres fondées sur le risque qui empêchaient d'allouer des ressources aux pays en développement ou à certains segments de la population. En outre, une étude récente a constaté que les investissements liés à la durabilité, notamment les cadres ESG, détournent actuellement les flux de capitaux des pays émergents et en développement en raison d'incohérences et d'un manque de clarté sur la notification ESG, l'inclusion dans les indices étant un facteur important de ces investissements (Mobilist, Gouvernement du Royaume-Uni, 2022[70]).

Les notations de crédit souverain et les notations ESG ne sont pas non plus soumises aux critères réglementaires non financiers nécessaires pour orienter les investissements vers les pays où les besoins sont les plus grands. Une meilleure prise en compte des facteurs sociaux, par exemple, influerait sur les comportements d'investissement et inciterait les acteurs financiers à investir dans des opportunités qui catalysent le changement social (c'est-à-dire réduisent la pauvreté, luttent contre le chômage et les inégalités, et soutiennent la santé et l'éducation). Pendant la pandémie, certains pays en développement ont été pénalisés pour l'augmentation des dépenses consacrées aux services publics, y compris pour l'aide sanitaire d'urgence, tandis que d'autres ont choisi de ne pas emprunter pour l'aide d'urgence afin d'éviter une dégradation de leur notation de crédit. Si les notations de crédit souverain des pays développés sont restées stables tout au long de la crise, plus de 56 % des pays africains notés ont été déclassés en 2020, soit nettement plus que la moyenne mondiale de 31.8 % (Fofack, 2021[71]). Sur les sept défauts souverains survenus en 2020, trois (l'Argentine, le Liban et la Zambie) étaient déjà classés dans la catégorie de CCC/CC la moins bien notée. Le Sri Lanka a récemment fait défaut sur des dettes envers des créanciers extérieurs évaluées à environ 50 milliards USD en raison de la hausse de l'inflation et des prix de l'énergie.

Dans le même temps, les notes de crédit des pays tributaires des produits pétroliers se sont améliorées à mesure que les prix du pétrole augmentaient en raison des récentes tensions géopolitiques, ce qui montre

que les incitations imposées par les agences de notation peuvent contraindre les pays en développement à choisir entre des notes de crédit de catégorie investissement et des investissements dans le développement durable sur le long terme. Si les agences de notation tiennent souvent compte des stratégies d'atténuation des risques à long terme et du potentiel de croissance, elles concentrent principalement leur évaluation sur des facteurs à court terme tels que le PIB, la vulnérabilité climatique, le surendettement et l'inflation, entre autres. Les critères liés à la viabilité à long terme d'un pays et à ses progrès au regard des ODD, tels que les indicateurs relatifs au capital humain et environnemental, sont moins importants pour la notation de crédit d'un pays (Graphique 5.6), même si les agences de notation manquent souvent d'indicateurs et de données cohérents reflétant l'impact à long terme sur les considérations sociales et relatives aux ODD (Platform on Sustainable Finance, 2022[67]). À ce jour, seule l'agence de notation Scope GmbH inclut les critères ESG en tant que catégorie autonome (pondérée à 20 % du score total) dans ses évaluations (Gratcheva et al., 2022[72]).

**Graphique 5.6. Utiliser les critères de notation de crédit dans une optique prospective pour la réalisation des Objectifs de développement durable**




Source : Adapté de Gratcheva et al. (2022[112]), *Credit Worthy : ESG Factors and Sovereign Credit Ratings*, https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/36866.

La transition verte peut être un nouveau moteur de croissance durable dans toutes les économies - une source nette d'emplois verts décents qui peuvent contribuer de manière significative à l'éradication de la pauvreté et à l'inclusion sociale. Les gouvernements des pays en développement, comme ceux d'autres pays, doivent veiller à disposer de systèmes de protection sociale et d'autres réglementations non financières adaptés (par exemple à l'appui des dimensions sociales) pour maximiser les opportunités sociales et économiques de l'action climatique, tout en minimisant et en gérant soigneusement les difficultés éventuelles pour veiller à ce que personne ne soit laissé de côté. Dans les pays en développement, le secteur public joue un rôle important en fournissant des investissements publics dans les infrastructures, en améliorant les données et la communication d'informations, et en encourageant la recherche-développement pour surmonter les obstacles au financement climatique en l'absence d'une tarification du carbone adéquate qui contribue à générer des incitations aux investissements souhaités. Par exemple, les pouvoirs publics peuvent élaborer un cadre pour réaliser une analyse coûts-avantages et une analyse des bénéficiaires afin d'évaluer les effets de la transition sur l'économie nette et ses effets différenciés sur différentes catégories de la société, suivant l'âge, le sexe et la région.

### *Obstacle 2 : Manque de capacités en matière de données et de divulgation d'informations non financières*

L'absence persistante de données permettant de rendre compte des critères de durabilité les plus élémentaires dans les pays en développement accroît le risque d'exclusion et les risques perçus par rapport aux risques réels. Les données pertinentes pour évaluer les critères ESG peuvent être coûteuses à compiler et nécessitent des compétences techniques pour produire des données précises. Mais faute de données complètes et actualisées, les pays en développement risquent d'être davantage exclus et d'obtenir des scores plus faibles. La Banque mondiale a constaté qu'environ 90 % du score ESG souverain d'un pays, par exemple, peut s'expliquer par le revenu national de ce pays. Toutefois, l'année de référence pour laquelle le PIB est calculé dans de nombreux pays en développement n'est pas actualisée en temps

voulu (au moins tous les cinq ans), ce qui contribue à un décalage dans la détermination du niveau de revenu dans les pays les plus pauvres. C'est le cas du Ghana : son PIB était sous-estimé de 60 % jusqu'en 2010, date à laquelle le pays a changé d'année de référence et est passé de la catégorie des pays à faible revenu à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (Moss et Majerowicz, 2012[73]). Actuellement, on estime que 7 % de l'économie mondiale ne figurent pas dans les données sur le PIB, principalement les données relatives aux pays en développement dont les offices statistiques nationaux disposent de faibles capacités et aux grandes économies[9] informelles comme celles de l'Afrique subsaharienne (Ritchie, 2021[74]) (OCDE/OIT, 2019[75]).

L'étiquetage ODD nécessite un large éventail de données qui présentent potentiellement des risques plus élevés d'écoblanchiment ou de revendication d'impact non étayée par des preuves que les labels ESG. Le recueil des données nécessaires pour éviter que les ODD ne soient relégués au second plan par rapport aux objectifs, et en particulier aux objectifs sociaux, demeure un obstacle de taille. Les cibles et indicateurs des ODD ont été conçus à l'origine pour être mis en œuvre par les pouvoirs publics, et non par les entreprises et les gestionnaires d'actifs. Par exemple, les objectifs environnementaux liés à la réduction des émissions de $CO_2$ sont assortis de données plus accessibles pour la notification. Une enquête menée auprès de 64 détenteurs d'actifs a révélé que 39 % d'entre eux ne disposent pas des meilleures pratiques d'évaluation d'impact et que 78 % considèrent le manque de capacités pour collecter des données sur l'impact comme le principal problème (Global Impact Investment Network, 2022[76]). Dans une autre étude, 46 % des 347 investisseurs institutionnels interrogés ont indiqué que les dimensions sociales des critères ESG sont les plus difficiles à intégrer dans les stratégies d'investissement (BNP Paribas, 2019[77]). L'utilisation d'algorithmes d'intelligence artificielle (IA) offre aux investisseurs un nouvel outil pour exploiter les données massives afin d'harmoniser les normes d'investissement. Par exemple, BNP Paribas a introduit l'utilisation d'un nouvel outil d'IA pour évaluer à la fois les risques ESG et l'impact sur les ODD (BNP Paribas, 2021[78]). Toutefois, l'attribution automatisée des portefeuilles, qui fait appel à l'IA, pourrait exclure les pays en développement en raison du manque de données de qualité nécessaires pour rendre compte de la durabilité. Les dispositifs de signalement spontané doivent être ajustés pour éviter de creuser les inégalités existantes ou d'induire en erreur les investisseurs.

Des données récentes mettent en évidence le manque de données de suivi et d'évaluation permettant d'évaluer également les impacts sociaux des notations ESG. Des facteurs tels que le manque de données et la comparabilité des indicateurs (par exemple, des mesures allant au-delà de l'égalité femmes-hommes ou des émissions de $CO_2$) empêchent actuellement d'établir un lien direct entre les scores ESG et les impacts concrets sur les ODD, tels que la création d'emplois et l'investissement dans le capital humain dans les pays en développement. Par exemple, une étude couvrant cinq régions a montré que toutes les taxonomies de la durabilité n'incluent pas de critères sociaux dans leur définition (OCDE, 2022[61]).

Le coût des produits et des données liés à la durabilité reste élevé. La mise en place d'une architecture d'information climatique cohérente, adaptée et fondée sur la science dans les économies émergentes est une condition préalable au développement de marchés de la finance durable dans ces économies et à la gestion des risques liés au changement climatique et à d'autres préoccupations environnementales. La tarification efficiente des risques climatiques, la lutte contre les pratiques d'écoblanchiment et l'affectation efficiente du capital aux projets de transition et bas carbone nécessitent des informations solides. L'obtention d'une telle vérification externe entraîne des coûts supplémentaires allant de 10 000 USD à 100 000 USD, ce qui peut parfois constituer un obstacle, en particulier pour les émetteurs au niveau infranational qui cherchent à émettre des volumes plus faibles sur les marchés (OCDE, 2022[61]). Quelques économies de marché émergentes ont désormais mis en place des obligations de communication d'informations relatives au climat pour les entreprises. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction, et la divulgation d'informations par les entreprises conduira certainement à une expansion de l'analyse des politiques et de la recherche financière au-delà des produits purement « verts ».

### *Obstacle 3 : Faible profondeur des marchés financiers et contraintes de viabilité de la dette*

De nombreux pays en développement sont exclus de la croissance du marché des instruments de financement durable innovants. De nouveaux instruments de financement innovants, tels que les obligations vertes, sociales, durables et liées à la durabilité (GSS et SLB), offrent aux gouvernements, aux institutions financières et aux entreprises la possibilité de diversifier leurs sources de financement et d'exploiter les réserves de capitaux des investisseurs institutionnels (Dembele, Schwarz et Horrocks, 2021[62]). Le G20, sous la présidence italienne en 2021, a mis en lumière leur potentiel et défini des principes de haut niveau sur les instruments financiers liés à la durabilité (G20, 2021[79]) (CNUCED, 2021[80]).

Toutefois, les pays éligibles à l'APD représentent moins de 7 % et les pays les moins avancés moins de 1 % du total cumulé des émissions d'obligations GSS et SLB depuis 2014 (OCDE, 2022[61]). Le recours aux obligations vertes varie considérablement d'une région à l'autre : il n'y a eu que 16 émissions d'obligations vertes en Afrique subsaharienne, soit 1.5 % du total mondial en nombre et moins de 0.3 % en valeur (Tyson, 2021[34]). Parmi les obstacles à l'augmentation des émissions d'obligations GSS et SLB dans les pays en développement figurent le manque de liquidité des marchés nationaux de capitaux, l'absence de projets pertinents et susceptibles de bénéficier d'un concours financier, une connaissance limitée des investisseurs internationaux, la complexité des processus de budgétisation publique et le caractère ambitieux et souvent facultatif des normes mondiales applicables (OCDE, 2022[61]). Dans les PMA, la taille relative du projet est un autre facteur limitatif, car elle est souvent trop petite pour attirer les investisseurs institutionnels (OCDE, 2022[61]). En outre, le faible développement du secteur financier dans les pays les plus pauvres est l'un des principaux facteurs qui freinent la création de marchés financiers durables. De nombreux PFR n'ont qu'un accès limité au financement par l'emprunt en monnaie locale, ce qui nuit encore davantage à leur résilience financière, car un marché obligataire local qui fonctionne bien accroît leur capacité à réagir aux chocs et à la diversité des flux de capitaux mondiaux (FMI et le Groupe de la Banque mondiale, 2018[81]).

Leur accès limité au crédit et leurs besoins de refinancement plus importants exposent également les pays en développement à des risques de refinancement et pourraient à terme entraîner des défauts souverains. Avec 45 % de leur encours de dette arrivant à échéance en 2024 (contre 36 % pour l'ensemble des pays en développement), les pays à faible revenu (PFR) sont particulièrement exposés à des risques de refinancement (OCDE, s.d.[82]). Ces risques, aggravés par l'augmentation des coûts d'emprunt résultant du durcissement des conditions de financement mondiales et de l'aggravation des tensions géopolitiques, accroissent la probabilité de nouvelles crises de la dette à moyen et long terme. À l'avenir, les fournisseurs publics et les créanciers, y compris les institutions financières internationales et les partenaires bilatéraux au développement, devront consentir des efforts particuliers pour renforcer la résilience des pays en développement face à l'endettement et éviter de nouvelles dégradations de la notation de crédit et de nouveaux défauts souverains.

Les hypothèses relatives au profil risque/rendement des pays en développement créent de nouveaux obstacles à l'accès au financement. Si les marchés émergents offrent des opportunités d'investissement attrayantes, les investisseurs traditionnels sont souvent prudents lorsqu'ils déploient des capitaux, par crainte des risques systémiques allant de la convertibilité de la monnaie et de la fiscalité à la transparence et la responsabilité des bénéficiaires de capitaux. En outre, les investisseurs sont le plus souvent préoccupés par les risques plutôt que par les rendements, et le discours dominant a ancré l'idée selon laquelle il ne faut pas s'attendre à des rendements du marché dans l'innovation sociale. Si cela peut être vrai, le fait de donner la priorité à leurs propres rendements peut inciter les investisseurs à aller à l'encontre de leurs propres objectifs d'impact et des bénéficiaires qu'ils cherchent à soutenir. Si les institutions de financement du développement et les banques multilatérales de développement (BMD) ont un mandat spécifique en matière d'impact sur le développement, elles doivent atteindre des objectifs financiers, ce qui fait de l'arbitrage entre rendement financier et impact sur le développement un défi permanent. C'est

la raison pour laquelle ces institutions continuent d'investir principalement sous la forme de prêts et dans les pays à revenu intermédiaire (Attridge et Gouett, 2021[83]). Une autre contrainte tient au fait que les clauses commerciales de confidentialité dans de nombreuses transactions de financement mixte limitent la disponibilité des données sur le rapport risque/rendement. Cette situation entrave la mobilisation car leur bilan limité dissuade de nouveaux acteurs du marché sans expertise de frontière d'investir dans de nouveaux marchés, en particulier dans des secteurs et des zones géographiques difficiles d'accès et ayant un historique de transactions limité (OCDE, 2022[84]).

*Le secteur privé et les acteurs financiers des pays en développement ne connaissent pas suffisamment les modèles de financement durable, auxquels ils ne sont pas assez sensibilisés*

Les BMD ont fourni 69 % des financements privés dans le cadre de dispositifs de financement mixte sur la période 2018-20 (OCDE, 2023[44]). Bien qu'elles aient la capacité et le savoir-faire nécessaires pour structurer les conditions des opérations, elles ne sont pas aussi au fait des problèmes et des opportunités du financement mixte sur le terrain. Pourtant, au niveau local, les investisseurs du secteur privé, les entreprises et les organisations bénéficiaires ne sont pas suffisamment sensibilisés et n'ont pas une culture financière suffisante pour saisir les opportunités offertes par les instruments de financement innovants. Il est difficile de combler ce déficit de connaissances suffisamment rapidement pendant de potentielles négociations sur la finance durable. Le temps nécessaire pour éduquer les parties prenantes, en plus d'une aversion générale à l'ajout de complications supplémentaires, peut dissuader la coopération public-privé. Il est essentiel d'identifier les défis qui se posent aux pouvoirs publics en termes de capacités et de réglementation pour aider les investisseurs à mieux évaluer les risques et les opportunités des projets durables dans les marchés émergents, ce qui peut contribuer à réaffecter le capital vers des investissements durables à l'avenir.[10]

La taille relativement modeste des possibilités d'investissement social et environnemental dans les PFR constitue un autre obstacle à la finance durable. Les investissements bancables dans le financement mixte sont trop faibles pour les bailleurs de fonds du développement les plus établis et trop importants pour les investisseurs locaux. Par exemple, dans les pays en développement, le déficit de crédit pour les petites entreprises en croissance était estimé à 4 900 milliards USD en 2017.[11] Les acteurs de plus petite taille sont mieux placés pour comprendre et répondre aux besoins des bénéficiaires, tandis que les acteurs de plus grande taille disposent généralement à la fois du savoir-faire et des économies d'échelle nécessaires pour traiter une opération de financement mixte.[12] Une plus grande coordination des écosystèmes est nécessaire pour développer des modèles alternatifs de finance durable.

### *Obstacle 4 : Multiplication d'instruments et de ressources de financement durable qui ne sont pas fondés sur les besoins des Objectifs de développement durable*

Si l'augmentation du nombre d'acteurs et d'instruments de financement visant à soutenir les ODD offre des possibilités de mobiliser davantage de financements, elle ajoute également une couche de complexité et de risque qui peut encore limiter l'accès aux pays qui ont le plus besoin de financement. D'après des travaux de recherche de l'OCDE, les pays en développement ont le choix entre plus de 1 000 instruments pour financer leur développement. Ces instruments impliquent des modalités, des conditions et une expertise technique variables, ce qui peut créer des obstacles à l'accès. Par exemple, les petits États insulaires en développement (PEID) rencontrent de nombreuses difficultés pour accéder aux fonds climatiques verticaux en raison du faible retour sur investissement pour la réduction des émissions de $CO_2$ et du manque de capacités administratives et de ressources humaines pour solliciter et mener à bien de grands projets (Morris, Cattaneo et Poensgen, 2018[85]). Il en résulte une adoption plus lente. Le Fonds vert pour le climat a décaissé les engagements avec un décalage de deux à quatre ans dans les PEID.

Les fonds d'investissement pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial ont enregistré des retards d'engagement encore plus longs, pouvant aller jusqu'à huit ans (OCDE, 2022[86]).

Une refonte est également nécessaire pour faire en sorte que l'allocation actuelle du financement multilatéral du développement réponde mieux aux priorités de financement des pays en développement. Au cours de la dernière décennie, la croissance des apports des organismes multilatéraux a reposé sur une augmentation régulière des apports financiers non concessionnels, qui depuis 2016 dépassent les apports concessionnels multilatéraux. Les initiatives récentes et en cours visant à accroître la capacité financière et l'effet de levier des BMD, par exemple par le biais d'un examen de leurs cadres d'adéquation des fonds propres, pourraient continuer à alimenter cette tendance vers des financements moins concessionnels pour ceux qui ne sont pas éligibles aux financements les plus concessionnels. Il convient donc d'examiner attentivement les conséquences d'une telle augmentation. La réponse multilatérale apportée aux crises récentes a également été à l'origine de la récente augmentation des financements multilatéraux destinés aux pays à revenu intermédiaire. La part des financements fournis par les organisations multilatérales aux pays à revenu intermédiaire est passée de 68 % à 71 % entre 2018 et 2020. Étant donné que ces pays bénéficient généralement d'un meilleur accès à la dette commerciale et à d'autres moyens de financement que les PMA et les autres PFR, il convient de repenser la question de savoir si les organisations multilatérales, et les BMD en particulier, devraient orienter une part plus importante de leur soutien vers les pays pauvres qui continuent de se heurter à des obstacles pour accéder aux crédits commerciaux.

# 6 Pistes pour l'avenir : domaines d'action suggérés pour accélérer le financement des Objectifs de développement durable par le G20

Le présent chapitre propose des options, des idées et des recommandations à l'intention du G20 et de son Groupe de travail sur le développement en vue de renforcer l'environnement international favorable et de définir des approches coordonnées propices à un accès plus équitable à la finance durable. La suppression des obstacles au financement du développement durable exige un effort collectif et cohérent de la part de tous les acteurs tout au long de la chaîne d'investissement durable. Le G20 a un rôle clé et unique à jouer dans la création de synergies entre ses membres et ses groupes de travail afin de promouvoir des politiques et des outils intégrés qui déplacent les milliers de milliards de dollars là où les besoins sont les plus grands.

## 6.1. Il est urgent d'agir collectivement pour accroître l'investissement dans les Objectifs de développement durable afin de reconstruire sur des bases plus justes, plus solides et plus résilientes face aux crises

Les gouvernements, les organismes internationaux et les dirigeants du monde entier n'ont pas perdu de vue le risque de prendre encore plus de retard sur les Objectifs de développement durable (ODD). Les enseignements tirés des crises récentes successives, notamment en ce qui concerne la relance économique, éclairent une série de stratégies visant à accroître les investissements dans les ODD et les politiques permettant de mobiliser et de mieux aligner les ressources sur les secteurs clés des ODD pour un avenir plus vert, plus inclusif et plus résilient.

### *Les mesures de relance économique et d'investissement adoptées de longue date visent à relever les défis mondiaux*

L'alignement de la finance sur les ODD reste une solution de premier plan pour réorienter les milliers de milliards de dollars vers une meilleure prévention et gestion des risques mondiaux et tenir les promesses du Programme 2030. L'action collective est la voie à suivre dans un monde de plus en plus interdépendant où des défis majeurs tels que le climat, la santé, l'économie et les urgences sociales exigent une action multilatérale. La mondialisation des flux de capitaux, de personnes et de biens s'accélère et se traduit par une répartition des avantages et des risques entre les pays (Goldin, 2021[87]). Il ne reste plus que sept ans pour atteindre les 17 ODD d'ici à l'échéance de 2030 convenue par les Nations Unies. La solidarité est essentielle : « Sauver les ODD signifie sauver les économies en développement dans le monde entier », a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies António Guterres (ONU, 2022[54]). En d'autres termes, la réalisation des ODD partout dans le monde exige qu'ils soient atteints partout.

Aucun pays ne peut à lui seul atteindre l'alignement sur les ODD, par exemple en sécurisant les chaînes de valeur mondiales ou en limitant le réchauffement climatique, tant qu'il existe un risque de retombées négatives des activités ou de retard dans l'action d'autres pays. En dépit des grands progrès accomplis pour rendre le marché de la finance durable plus efficient et efficace, les avancées se limitent principalement aux grandes économies. Pour être durable à l'échelle mondiale, la finance doit être équitable. Et si l'équité n'est pas atteinte, les déficits de financement dans les pays les plus vulnérables se creuseront et, in fine, contribueront à des revers encore plus importants pour tous à long terme. La pandémie de COVID-19 et les urgences climatiques et environnementales qui se profilent mettent en lumière à la fois l'interdépendance des pays et le coût élevé de l'absence de coordination à l'échelle mondiale.

Ces dernières années, les pays développés ont mis en place une série de cadres, d'initiatives et de plans de relance pour stimuler la reprise. Nombre de ces initiatives, comme le projet de loi Build Back Better de l'administration Biden, doté de 1 900 milliards USD, et le plan NextGenerationEU de l'Union européenne (UE), doté de 2 000 milliards USD, mettent l'accent sur les investissements verts et sur les moyens de rendre les sociétés plus inclusives et résilientes. L'OCDE appelle de ses vœux une reprise de qualité, forte, inclusive, verte et résiliente. L'UE a pris l'initiative d'améliorer la mesure et la communication d'informations sur la durabilité en mettant en place un cadre de taxonomie de la finance durable et un règlement sur la publication d'informations en lien avec la durabilité dans le secteur financier. La taxonomie de l'UE, qui prévoit l'obligation pour les investisseurs de rendre compte de leurs activités, vise à renforcer le marché de la finance durable et à orienter les investissements là où ils peuvent avoir le plus d'impact à l'appui d'une transition bas carbone, des objectifs sociaux et de la prospérité économique (Platform on Sustainable Finance, 2022[67]).

Cependant, les milliers de milliards que les pays développés ont consacrés aux dépenses de relance auraient pu être mieux alignés sur les ODD et les objectifs climatiques. Seulement 20 % des 18 200 milliards USD consacrés à l'aide économique liée au COVID-19 (jusqu'en mars 2022) ont servi à

la reconstruction sur le long terme et à une meilleure reprise ; moins de 1 % (162.2 milliards USD) ont été consacrés au soutien aux pays en développement sous la forme d'aide publique au développement (AIE, 2022[88]). À mesure que les prix des carburants augmentent et que les gouvernements mettent en œuvre des subventions à la consommation pour protéger les plus vulnérables, la proportion des dépenses qui pourraient compromettre les objectifs climatiques pourrait augmenter. De même, les grandes économies sont largement responsables des retombées transfrontières négatives dues à des échanges et des chaînes d'approvisionnement non durables, selon le dernier Indice des ODD du Réseau de solutions pour le développement durable (Sachs et al., 2022[89]). Des arbitrages difficiles doivent être opérés entre les aides d'urgence à court terme et les priorités à long terme afin de reconstruire sur de meilleures bases dans les pays en développement.

### *Trouver un équilibre entre le soutien à court terme et le développement durable à long terme*

Dans un contexte marqué par des reculs historiques en matière de développement, le creusement des inégalités, la persistance de la pandémie et de nouveaux chocs négatifs tels que la flambée des prix des denrées alimentaires et des produits de base, les pays en développement doivent concilier un nombre croissant de priorités. Compte tenu de leurs ressources limitées, ils doivent trouver un équilibre entre les priorités de dépenses à court terme (par exemple, pour déployer des mesures de soutien d'urgence) et les investissements à plus long terme (par exemple, pour construire des infrastructures durables et résilientes, renforcer les systèmes de santé et d'éducation, ou restaurer des réserves financières pour préserver la crédibilité de leurs cadres budgétaires).

Compte tenu de la marge de manœuvre budgétaire limitée des pays en développement et de leur nécessité de réagir à des crises successives, le risque existe que les mesures d'aide à court terme finissent par évincer des investissements indispensables à une reprise verte, résiliente et inclusive. Une approche à courte vue pourrait conduire les pouvoirs publics à privilégier des investissements dont les coûts initiaux sont plus faibles, au détriment de meilleurs rendements économiques à long terme. Un paradoxe se dessine à mesure que les besoins de financement à court terme (ex. : coût du service de la dette, réponse humanitaire, etc.) augmentent dans les pays en développement. Si ces derniers mobilisaient les financements supplémentaires nécessaires pour parvenir à une transition bas carbone d'ici à 2060 exclusivement en augmentant leurs impôts et leurs emprunts, la consommation des ménages dans ces pays pourrait diminuer en moyenne de 5 % par an, ce qui appauvrirait les ménages des pays en développement d'environ 2 000 milliards USD par an entre 2021 et 2060 (Forum économique mondial, 2022[90]).

En outre, le coût de la garantie d'une protection sociale de base dans les pays à faible revenu, les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure est estimé à 1 100 milliards USD par an (Bierbaum et Schmitt, 2022[91]). S'il est nécessaire que ces pays se mobilisent davantage à court terme pour répondre aux situations d'urgence, ils doivent aussi financer des objectifs à long terme tels que la protection sociale et, plus généralement, une reprise centrée sur l'humain (Organisation internationale du Travail, 2021[92]).

En l'absence d'un soutien extérieur, coordonné et multilatéral entre les différentes sphères de l'action publique (comme par exemple la politique budgétaire et monétaire, la politique financière et la politique de l'investissement), les pays en développement seront confrontés à des revers plus importants en termes de durabilité. S'exprimant devant le Comité du développement en février 2023, le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a appelé le G20 à jouer un rôle de premier plan dans le lancement d'un plan de relance de 500 milliards USD par an en faveur des ODD « pour remédier aux problèmes de liquidité à court terme, accélérer le rythme de l'allégement de la dette et permettre des investissements à grande échelle dans les ODD ».[13]

Les solutions et les instruments de financement extérieur doivent également être adaptés aux stratégies de financement nationales intégrées - par exemple, les dons, les échanges de dette, l'épargne et l'investissement nationaux, entre autres - afin d'assurer la viabilité de la dette et la réalisation à long terme des ODD.

Il est clair que l'ampleur sans précédent des défis mondiaux ne peut être prise en charge si elle est laissée à une seule communauté d'action travaillant dans le vide. Le Groupe de travail du G20 sur le développement (DWG) a un rôle à jouer pour sensibiliser les différents groupes de travail aux défis du développement afin de lever les obstacles à l'accès au financement dans les pays en développement et d'atténuer le risque de reculs futurs sur la voie d'une reprise durable et équitable.

## 6.2. À court terme, le Groupe de travail du G20 sur le développement pourrait promouvoir des outils financiers qui contribuent à mobiliser les efforts publics et privés pour renforcer les secteurs visés par les Objectifs de développement durable dans les pays en développement afin d'assurer un accès plus équitable aux financements

Le Groupe de travail du G20 sur le développement peut adopter des outils à court terme avec l'ensemble des acteurs pour l'alignement du financement sur les ODD, qui relève de l'appropriation des pays. Une approche intégrée du financement contribue à faire en sorte que les financements innovants et autres financements par l'emprunt destinés à répondre aux situations d'urgence ne se fassent pas au détriment du développement durable sur le long terme. Cette section décrit certains outils clés que le DWG pourrait utiliser pour créer des secteurs robustes au service des ODD dans les pays les plus pauvres.

**Promouvoir un financement adapté aux stratégies de financement intégrées pilotées par les pays** ou à la mobilisation des ressources intérieures. Il pourrait s'agir de poursuivre les travaux menés par le G20 en 2021 sur le Cadre du G20 pour le soutien volontaire aux cadres de financement nationaux intégrés (INFF), qui offrent un cadre de suivi des budgets et des dépenses (G20, 2021[79]).

- Pour éviter la crise budgétaire et le resserrement du crédit, mettre en place un mécanisme multipartite de soutien technique et de renforcement des capacités (avec le soutien de l'OCDE, du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies et du Programme des Nations Unies pour le développement) afin d'aider les pays en développement à accéder à des conseils neutres et de qualité sur les instruments financiers ; approfondir les marchés financiers et la capacité d'absorption ; et assurer l'interopérabilité des normes de notification en matière de durabilité.[14]
- Étudier la possibilité d'utiliser des instruments innovants, notamment des assurances et des investissements fondés sur les résultats, pour atténuer les risques et attirer des ressources extérieures alignées sur les ODD sans aggraver le surendettement. Plusieurs émetteurs souverains de pays en développement ont récemment mis au point des obligations durables, une forme d'instrument financier axé sur les résultats.
- Le Bénin, par exemple, a lancé un programme d'obligations ODD de 500 millions USD en 2021, la première émission d'obligations ODD en Afrique notées de catégorie investissement par Moody's et Standard & Poor's (Ministry of Economy and Finance of Benin, 2022[143]). Le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations Unies assurera le suivi de l'impact sur les ODD du produit des obligations, et Moody's évaluera les notations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) de ce produit. Près de 75 % des fonds sont alloués à des biens sociaux tels que l'éducation, le logement et les ODD liés à la santé.

Pour réduire le coût de la réduction des risques, envisager de mettre en œuvre des instruments qui mutualisent les risques entre les pays, comme le Mécanisme mondial d'atténuation des risques liés aux investissements propres proposé, qui vise à traiter les risques non spécifiques aux projets (fluctuations monétaires, incertitude politique, risque d'acheteur) pour les projets d'énergie renouvelable dans les pays en développement. [15] Le mécanisme disposerait d'une plateforme numérique pour mutualiser la demande et mettre en place un marché permettant de mettre en relation les financiers, les promoteurs de projets et les assureurs ; d'une garantie commune pour atténuer les risques résiduels ; et d'un cadre contractuel commun pour réduire les coûts de transaction. La mutualisation des risques entre les projets et les pays offre des avantages d'échelle et de diversification et pourrait faciliter la baisse du coût de la réduction des risques. Des approches similaires pourraient être envisagées pour atténuer les risques liés au financement des ODD.

**Orientations préliminaires pour la mise en œuvre des Principes du G20 pour le développement du financement mixte**

- Au cours de sa présidence du G20, l'Indonésie a demandé à l'OCDE de commencer à travailler à l'élaboration d'orientations pour la mise en œuvre des Principes de 2022 du G20 pour le développement du financement mixte dans les pays en développement.
- L'Agence allemande de coopération internationale, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH, a mené des consultations initiales avec certains pays en développement qui ont fait part de leur souhait de poursuivre les travaux dans ce domaine. [16]
- Ces travaux pourraient être menés en parallèle, et les progrès accomplis pourraient faire l'objet de rapports périodiques au DWG du G20.

**Renforcer les capacités des pays en développement en matière d'accès aux financements durables**

- Promouvoir une architecture mondiale d'informations et de données pour contribuer au développement de marchés de la finance durable, y compris la conformité et l'évaluation de la double importance relative pour le financement aligné sur les ODD dans les pays en développement en s'appuyant sur les outils, instruments et cadres existants.
- Renforcer les capacités afin de traduire les cibles des ODD en indicateurs de performance clés permettant de lutter contre l'utilisation de façade des ODD et de renforcer l'impact sur les ODD, en particulier social, des acteurs du secteur privé dans les pays en développement (par exemple, collaboration entre la Global Reporting Initiative et la Fondation des normes internationales d'information financière).
- Renforcer les capacités des pouvoirs publics à mettre en place des systèmes d'information pour recueillir et diffuser les informations dont les investisseurs ont besoin, comme les infrastructures de données, les plateformes en ligne et les partenariats en matière de données, tels que la gestion des données, les activités d'étiquetage et les institutions de suivi et d'évaluation, entre autres.

## 6.3. Le Groupe de travail du G20 sur le développement pourrait contribuer à promouvoir des politiques visant à renforcer l'efficience et l'intégrité des secteurs visés par les Objectifs de développement durable dans les pays en développement

Le Groupe de travail sur le développement peut renforcer la cohérence des politiques à l'appui d'un financement aligné sur les ODD, en particulier pour promouvoir un impact positif sur les ODD et éviter les retombées négatives. Un tel effort pourrait appuyer d'autres initiatives internationales de premier plan visant à faire progresser l'architecture mondiale du financement du développement.

**Associer les pays en développement à la mise en place d'une architecture mondiale inclusive de la finance durable et au financement des transitions vertes**

Les pays en développement ne seront pas seulement les moteurs de la croissance progressive de la consommation mondiale d'énergie et de matières premières (Bond et al., 2021[93]).[17] Ce sont aussi les pays qui ont les besoins de développement les plus importants. Ces pays sont donc susceptibles d'être les principaux destinataires de financements durables. Toutefois, la participation des acteurs des pays en développement aux principaux organes qui guident l'élaboration de l'architecture mondiale de la finance durable (par exemple, le Groupe de travail sur la publication d'informations financières relatives à la nature et le Groupe de travail sur la publication d'informations[18] financières relatives au climat) est limitée. Une plus grande participation des acteurs des pays en développement pourrait assurer un processus plus inclusif de développement de l'architecture mondiale de la finance durable, ainsi qu'une plus grande adhésion du monde en développement aux normes et cadres proposés.

Le G20 est bien placé pour organiser un dialogue avec les pays en développement afin de débattre de la réforme de l'architecture mondiale du financement du développement et du financement des transitions climatiques, et d'en dégager un consensus. Un tel dialogue pourrait avoir pour but de renforcer les politiques et les approches de la coopération internationale pour le développement, y compris la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et de favoriser une action coordonnée par le biais de partenariats porteurs de transformations. Le G20 peut aider à définir une vision internationale selon laquelle des transitions vertes justes doivent être opérées par le biais d'approches multilatérales et doivent tenir compte de l'interdépendance des facteurs économiques, sociaux, environnementaux et de développement.

**Sensibiliser aux demandes de réforme de l'architecture du financement du développement durable afin de remédier aux obstacles auxquels sont confrontés les pays les plus exposés au risque de recul au regard des ODD**

- Appeler les acteurs du financement multilatéral du développement à envisager de modifier leurs modèles opérationnels, notamment dans le droit fil de l'examen du Cadre du G20 sur l'adéquation des fonds propres des banques multilatérales de développement (BMD), afin de mieux relever les défis mondiaux, de coordonner et de mettre en commun les ressources, et de rester adaptés à leur objectif. Il pourrait s'agir notamment de :
    - Continuer d'examiner et de suivre les capacités financières des BMD et d'évaluer leur pertinence au regard de l'évolution des mandats (ex. : réponse d'urgence à court terme ou renforcement de la résilience et de la durabilité à long terme).
    - Pour renforcer la résilience, fournir des financements multilatéraux durables (ex. : renouveler l'engagement à l'égard du pacte de financement des Nations Unies, améliorer la qualité des financements, renforcer la contribution aux reconstitutions des banques multilatérales de développement).
    - Pour assurer une approche intégrée, assurer une coordination autour des principes d'une aide multilatérale efficace (par exemple, harmoniser les procédures de financement pour améliorer l'accès aux financements, assurer la complémentarité avec les efforts bilatéraux pour ne laisser personne de côté).

**Favoriser le changement d'état d'esprit, en passant d'une approche ESG à une affectation des financements à l'appui des ODD, afin d'encourager une affectation qui vise à produire un impact sur les ODD et qui déplace la frontière de l'investissement durable vers les pays à faible revenu et les plus vulnérables**

- Par exemple, de nouveaux types de modèles public-privé collaboratifs et pilotés par le secteur privé, tels que le Climate Finance Partnership de BlackRock (avec l'Agence française de

développement, la KfW et la Banque japonaise pour la coopération internationale), cherchent à supprimer les obstacles entre deux catégories d'investisseurs à long terme - les investisseurs institutionnels et les institutions de financement du développement - pour mobiliser des financements pour les infrastructures climatiques dans les pays en développement (BlackRock, 2021[94]). Le partenariat avec BlackRock a mobilisé 400 millions USD de financements (un ratio de 4:1) auprès d'investisseurs institutionnels en déployant un mécanisme de tranche de 20 % correspondant aux premières pertes (c'est-à-dire au montant des pertes que les investisseurs du secteur public sont prêts à absorber). Il s'agissait de financements qui n'auraient pas été décaissés autrement.

- Encourager la collaboration avec les bailleurs de fonds du secteur privé afin d'élargir leurs perspectives en matière de financement durable, du climat aux ODD. Si les institutions financières, et plus particulièrement la Glasgow Financial Alliance for Net Zero, se sont engagées à aligner leurs financements sur l'économie bas carbone, il n'existe pas d'engagements de grande ampleur similaires pour financer les ODD. Les institutions financières devraient être encouragées à élargir leurs plans de financement durable au-delà du climat pour y inclure les ODD en général.

## Conclusion

Dans l'ensemble, et compte tenu de la priorité consistant à prendre des mesures concrètes pour lever les obstacles à la finance durable et libérer l'investissement dans les ODD et le climat à grande échelle, le DWG du G20 pourrait prendre les mesures suivantes :

- Continuer de travailler avec les membres, les institutions clés, les non-membres et les autres parties prenantes pour identifier, aligner et consolider autour d'options concrètes et créer une dynamique en faveur de l'action soutenant des solutions systémiques et transformatrices pour surmonter les obstacles à la finance durable.
- Exposer les bonnes pratiques établies en matière de soutien international aux pays en développement pour l'adoption de mesures réglementaires et politiques, ainsi que le renforcement des capacités requis pour un environnement général plus propice aux investissements dans les ODD et le climat.
- Recenser les mesures de base que les pays en développement peuvent prendre pour réduire les risques par le biais de mesures stratégiques et réglementaires, et déterminer comment elles s'articulent avec les stratégies à long terme à l'appui des ODD et de l'action climatique.
- Mener des analyses complémentaires qui mettent notamment en évidence la spécificité du développement par rapport au climat - c'est-à-dire la mesure dans laquelle les obstacles sont généraux au processus de financement du développement ou spécifiques au contexte de l'investissement climatique - et qui identifient les exigences et les contraintes pour les approches systémiques et transformatrices visant à surmonter les obstacles à la finance durable.

## Références


Ahmed, M. et H. Brown (2022), « Fix the Common Framework for Debt before it is too late », *Center for Global Development blog*, https://www.cgdev.org/blog/fix-common-framework-debt-it-too-late. [8]

AIE (2022), *Sustainable Recovery Tracker*, AIE, https://www.iea.org/reports/sustainable-recovery-tracker. [88]

AIE (2021), *Financing Clean Energy Transitions in Emerging and Developing Economies*, Agence internationale de l'énergie (AIE), Paris, https://www.iea.org/reports/financing-clean-energy-transitions-in-emerging-and-developing-economies. [68]

Attridge, S. et M. Gouett (2021), *Development finance institutions: the need for bold action to invest better*, ODI. [83]

Azcona et al. (2020), *From Insights to Action: Gender Equality in the Wake of COVID-19*, ONU-Femmes, New York, https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/09/gender-equality-in-the-wake-of-covid-19. [17]

Banque mondiale (2023), *Evolution of the World Bank Group - A Report to Governors*, Comité du développement, https://www.devcommittee.org/sites/dc/files/download/Documents/2023-03/Final_DC2023-0002%20evolution%20paper.pdf. [48]

Banque mondiale (2022), *Pandémie, inflation et pauvreté*, https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/pandemie-inflation-et-pauvrete. [14]

Banque mondiale (2022), *Understanding Trends in Proliferation and Fragmentation for Aid Effectiveness During Crises*, https://thedocs.worldbank.org/en/doc/ef73fb3d1d33e3bf0e2c23bdf49b4907-0060012022/original/aid-proliferation-7-19-2022.pdf. [50]

Banque mondiale (2021), *Poverty, Median Incomes, and Inequality in 2021: A Diverging Recovery*, https://documents1.worldbank.org/curated/en/936001635880885713/pdf/Poverty-Median-Incomes-and-Inequality-in-2021-A-Diverging-Recovery.pdf. [27]

Bhattacharya, A. et al. (2022), *Financing a big investment push in emerging markets and developing economies for sustainable, resilient and inclusive recovery and growth*. [23]

Bierbaum, M. et V. Schmitt (2022), « Investing better in universal social protection: Applying international social security standards in social protection policy and financing », *ILO Working paper*, n° 43, Organisation internationale du Travail, Genève, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---soc_sec/documents/publication/wcms_834216.pdf. [91]

BlackRock (2021), *Integrating the UN SDGs in Investments*, https://www.blackrock.com/institutions/en-ch/insights/investment-actions/integrating-un-sdgs-in-investments. [94]

BNP Paribas (2021), « BNP Paribas Securities Services and its platform Manaos announce partnership with Clarity AI to promote sustainable investments », [78]

https://securities.cib.bnpparibas/bnp-paribas-securities-services-and-its-platform-manaos-announce-partnership-with-clarity-ai-to-promote-sustainable-investments/.

BNP Paribas (2019), *ESG Global Survey 2019: Asset Owners and Managers Determine Their ESG Integration Strategies*, https://group.bnpparibas/en/news/bnp-paribas-securities-services-esg-global-survey-2019-trends-key-figures. [77]

Bond, K. et al. (2021), *Reach for the Sun: The emerging market electricity leapfrog*. [93]

Bourse du Luxembourg (2021), *DataHub*, https://lgxhub-premium.bourse.lu. [64]

Casado Asensio, J., D. Blaquier et J. Sedemund (2022), « Strengthening capacity for climate action in developing countries : Overview and recommendations », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 106, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/0481c16a-en. [35]

CEEW (2019), *Offtake risk: The buck stops here*. [40]

Climate Bonds Initiative (2022), *Sustainable Debt Market Summary H1 2022*. [63]

CNUCED (2022), *Closing investment gap in global goals key to building better future*. [21]

CNUCED (2021), *The Rise of the Sustainable Fund Market and its Role in Financing Sustainable Development*, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Genève, https://unctad.org/webflyer/rise-sustainable-fund-market-and-its-role-financing-sustainable-development. [80]

Confédération syndicale internationale (2021), *Investissement dans la protection sociale: impacts sur la croissance économique*, https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/investments_in_social_protection_and_their_impacts_on_economic_growth_fr.pdf. [16]

Conseil de stabilité financière (2021), *Global Monitoring Report on Non-Bank Financial Intermediation 2021*, https://www.fsb.org/2021/12/global-monitoring-report-on-non-bank-financial-intermediation-2021/. [57]

CPI (2018), *Offtake risk — the pivotal energy finance barrier blocking Africa's path to power*. [42]

CPI (2018), *Understanding and Increasing Finance*. [41]

Cristóbal, J. et al. (2021), « Unraveling the Links between Public Spending and Sustainable Development Goals: Insights from Data Development Analysis. », *Science of the Total Environment*, vol. 786/No. 147459, https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2021.147459. [22]

Dembele, F., R. Schwarz et P. Horrocks (2021), « Scaling up Green, Social, Sustainability and Sustainability-linked Bond Issuances in Developing Countries », *Éditions OCDE, Paris*, https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/blended-finance-principles/documents/scaling-up-green-social-sustainability-sustainability-linked-bond-issuances-developing-countries.pdf. [62]

Ericsson, F. et S. Steensen (2014), *Where do we stand on concessional funding orphans?*. [38]

Finance in Common Coalition (2021), *PDBs in Action: Progress Report From the First Year of Life of the Finance in Common Coalition*, https://financeincommon.org/sites/default/files/2021-10/Progress%20Report%20from%20the%20First%20Year%20of%20Life%20of%20the%20Finance%20in%20Common%20Coalition_1.pdf. [59]

FMI (2022), *Interactive Guide on Debt Sustainability Analysis Low-Income Countries (interactive guide)*, Fonds monétaire international (FMI), Washington, D.C., https://www.imf.org/en/Publications/DSA (consulté le 1 June 2022). [11]

FMI (2022), *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2022 : La guerre entrave la reprise de l'économie mondiale*, Fonds monétaire international (FMI), Washington, D.C., https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2022/04/19/world-economic-outlook-april-2022. [10]

FMI (2021), *Fiscal Monitor Database of Country Fiscal Measures in Response to the COVID-19 Pandemic (base de données)*, Fonds monétaire international (FMI), Washington, D.C., https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal-Policies-Database-in-Response-to-COVID-19 (consulté le  January 2022). [4]

FMI et le Groupe de la Banque mondiale (2018), *Staff Note for the G20 IFAWG Recent Development on Local Currency Bond Markets in Emerging Economies*. [81]

FMI/Banque mondiale (2023), *Debt Sustainability Analyses Under the Joint Bank-Fund Debt Sustainability Framework for Low Income Countries (LIC-DSF)*, https://www.worldbank.org/en/programs/debt-toolkit/dsa. [5]

Fofack, H. (2021), *The Ruinous Price for Africa of Pernicious « Perception Premiums »*, Brookings Institution, Washington, D.C., https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/10/21.10.07_Perception-premiums.pdf. [71]

Fonds monétaire international (2022), *Balance des paiements (base de données)*, https://data.imf.org/bop (consulté le  May 2022). [20]

Forum économique mondial (2022), « Here's Why Developed Economies Must Bear the $100 Trillion Cost of the Net-Zero Transition in Emerging Markets », *World Economic Forum Agenda*, https://www.weforum.org/agenda/2022/04/emerging-developed-economies-net-zero-transition/#:~:text=According%20to%20the%20bank's%20calculations,year%20between%202021%20and%202060. [90]

G20 (2022), *Boosting MDBs' investing capacity*, https://g20.org/wp-content/uploads/2022/07/CAF-Review-Report.pdf. [47]

G20 (2021), *Financing for Sustainable Development: G20 Framework for voluntary support to INFFs, G20 High-Level principles on sustainability-related financial instruments and G20 common vision on SDG alignment*. [79]

G20 (2021), *High-Level principles on sustainability-related financial instruments*. [36]

G20 (2015), *G20 Action Plan for MDB Balance Sheet Optimisation*. [53]

Georgieva, K. (2021), *The Great Divergence: A Fork in the Road for the Global Economy*. [3]

Gerszon Mahler et al. (2022), « Pandémie, inflation et pauvreté », *blog de la Banque mondiale*, https://blogs.worldbank.org/fr/opendata/pandemie-inflation-et-pauvrete. [13]

Gerszon Mahler, D. et al. (2021), « Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: Turning the corner on the pandemic in 2021? », *Blog de données de la Banque mondiale*, https://blogs.worldbank.org/opendata/updated-estimates-impact-covid-19-global-poverty-turning-corner-pandemic-2021. [15]

Global Impact Investment Network (2022), *Institutional Asset Owners: Strategies for Engaging* [76]

*with Asset Managers for Impact*, https://thegiin.org/assets/Institutional%20Asset%20Owners_Strategies%20for%20Engaging%20with%20Asset%20Managers%20for%20Impact_FINAL.pdf.

Global Sustainable Investment Alliance (2021), *Global Sustainable Investment Review 2020*, http://www.gsi-alliance.org/wp-content/uploads/2021/08/GSIR-20201.pdf. [60]

Goldin, I. (2021), *Rescue: From Global Crisis to a Better World*, Hodder & Stoughton, Londres. [87]

Gratcheva, E. et al. (2022), *Credit Worthy: ESG Factors and Sovereign Credit Ratings*. [72]

Humphrey, C. et A. Prizzon (2021), *Scaling up Multilateral Bank Finance for the Covid-19 Recovery*, Overseas Development Institute, Londres, https://odi.org/en/insights/scaling-up-multilateral-bank-finance-for-the-covid-19-recovery/. [46]

Jackson, F. (2022), *ESG standards talk: A step towards one global disclosure standard?*, https://www.forbes.com/sites/feliciajackson/2022/03/24/esg-takes-a-significant-step-towards-one-global-disclosure-standard/?sh=2deec2c2f8d0. [65]

Jensen, L. (2021), *An Unprecedented Opportunity to Boost Finance for Development. The Upcoming Special Drawing Rights Allocation*. [55]

Kawaye, B. (2022), « Calling for just, well-financed climate action in Africa », *Africa Renewal*, https://www.un.org/africarenewal/magazine/september-2022/calling-just-well-financed-climate-action-africa. [31]

Kharas, H. et M. Dooley (2021), *Long-run impacts of COVID-19 on extreme poverty*. [26]

KNOMAD (2022), *Remittances Inflows (base de données)*, https://www.knomad.org/data/remittances (consulté le February 2022). [19]

Mobilist, Gouvernement du Royaume-Uni (2022), *Drivers of investment flows to emerging and frontier markets*. [70]

Molina, G. et L. Jensen (2023), *Building Blocks out of Crisis: The UN's SDG Stimulus Plan*, Programme des Nations Unies pour le développement, New York, https://www.undp.org/publications/dfs-building-blocks-out-crisis-uns-sdg-stimulus-plan. [9]

Morris, R., O. Cattaneo et K. Poensgen (2018), « Cabo Verde Transition Finance Country Pilot », *OECD Development Co-operation Working Papers*, n° 46, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/1affcac6-en. [85]

Moss, T. et S. Majerowicz (2012), « No longer poor: Ghana's new income status and implications of graduation from IDA », *Center for Global Development Working Paper*, n° 300, Center for Global Development, Washington, D.C., https://ssrn.com/abstract=2102796. [73]

OCDE (2023), *Private finance mobilised by official development finance*, Direction de la coopération pour le développement, Éditions OCDE, Paris. [44]

OCDE (2023), *Towards orderly green transition- Investment requirements and managing risks to capital flows, Report to the G20 International Financial Architecture Working Group*. [56]

OCDE (2022), *Coopération pour le développement 2021 : Pour une transformation numérique juste*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/a512ab8e-fr. [51]

OCDE (2022), « ESG ratings and climate transition: An assessment of the alignment of E pillar scores and metrics », *OECD Business and Finance Policy Papers*, n° 06, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2fa21143-en. [66]

OCDE (2022), *Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2023: No Sustainability Without Equity*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/fcbe6ce9-en. [1]

OCDE (2022), *Green, social, sustainability and sustainability-linked bonds - How can donors support public sector issuances?*, OCDE, Paris, https://www.oecd.org/dac/green-social-sustainability-and-sustainability-linked-bonds.pdf. [61]

OCDE (2022), *Making Private Finance Work for the SDGs*, Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, Paris. [84]

OCDE (2022), *Montants mobilisés auprès du secteur privé*, https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/mobilisation.htm (consulté le 5 May 2022). [43]

OCDE (2022), *Multilateral Development Finance 2022*, Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd.org/publications/multilateral-development-finance-2022-9fea4cf2-en.htm. [2]

OCDE (2022), *SIDS access to green funds*. [86]

OCDE (2022), *Système de notification des pays créanciers*, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1. [52]

OCDE (2022), *Tendances agrégées du financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2020*, Le financement climatique et l'objectif des 100 milliards de dollars, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2bf47c90-fr. [32]

OCDE (2022), *TOSSD (base de données)*, https://tossd.online (consulté le 1 May 2022). [18]

OCDE (2020), *Multilateral Development Finance 2020*, https://www.oecd.org/dac/multilateral-development-finance-2020-e61fdf00-en.htm. [49]

OCDE (2018), *Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises*. [37]

OCDE (2017), *Investing in Climate, Investing in Growth*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264273528-en. [24]

OCDE (2012), *The Architecture of Development Assistance*. [39]

OCDE (s.d.), *OECD Sovereign Borrowing Outlook*, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/23060476. [82]

OCDE/OIT (2019), *Tackling Vulnerability in the Informal Economy*, Études du Centre de développement, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/939b7bcd-en. [75]

ONU (2022), « Rescuing Sustainable Development Goals more important than ever, Secretary-General tells Economic and Social Council, stressing 'This Is no time for complacency' », https://www.un.org/press/en/2022/sgsm21279.doc.htm. [54]

ONU (2019), *Rapport sur les objectifs de développement durable*, https://unstats.un.org/sdgs/report/2019/The-Sustainable-Development-Goals-Report- [12]

2019_French.pdf.

Organisation internationale du Travail (2021), *Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente*, https://www.ilo.org/digitalguides/fr-fr/story/globalcall. [92]

Platform on Sustainable Finance (2022), *Final Report on Social Taxonomy*, Commission européenne, Bruxelles, https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/business_economy_euro/banking_and_finance/documents/sustainable-finance-platform-report-taxonomy-extension-july2021_en.pdf. [67]

PNUD (2022), *Avoiding 'too little too late' on international debt relif*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York, https://www.undp.org/publications/dfs-avoiding-too-little-too-late-international-debt-relief. [6]

Principles for Responsible Investment (2022), *Closing the Funding Gap: The Case for ESG Incorporation and Sustainability Outcomes in Emerging Markets*, https://www.unpri.org/sustainable-development-goals/closing-the-funding-gap-the-case-for-esg-incorporation-and-sustainability-outcomes-in-emerging-markets/9430.article. [69]

Richmond, M. et al. (2021), *Adaptation Finance in the Context of Covid-19*, Global Center on Adaptation, Rotterdam, https://gca.org/wp-content/uploads/2021/01/GCA-Adaption-in-Finance-Report.pdf. [33]

Ritchie, E. (2021), « Good data matters: How much of the global economy are we missing », *Center for Global Development blog*, https://www.cgdev.org/blog/good-data-matters-how-much-global-economy-are-we-missing. [74]

Rozenberg, J. et M. Fay (2019), *Beyond the Gap: How Countries Can Afford the Infrastructure They Need while Protection the Planet.*, Banque mondiale, Washington, D.C., https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/31291. [28]

Sachs, J. et al. (2022), *Rapport sur le développement durable 2022*, Nations Unies, New York, https://irp.cdn-website.com/be6d1d56/files/uploaded/UNSDSN%20SDR22%20WEB%20V6%20290522.pdf. [89]

Sato, A., R. Aboneaaj et S. Morris (2021), *How Well Has ADB Responded to Government Needs during the COVID-19 Crisis?*, CGD, Washington D.C., https://www.cgdev.org/blog/how-well-has-adb-responded-government-needs-during-covid-19-crisis. [45]

Schnabel, I. (2021), *Asset Purchases: From Crisis to Recovery (discours prononcé à la conférence annuelle de la Banque de Lettonie)*, Banque centrale européenne, Francfort, https://www.ecb.europa.eu/press/key/date/2021/html/ecb.sp210920~ae2c7412dc.en.html. [58]

Songwe, V., N. Stern et A. Bhattacharya (2022), *Finance for Climate Action: Scaling Up Investment for Climate and Development*, Independent High-Level Expert Group on Climate Finance, https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2022/11/IHLEG-Finance-for-Climate-Action-1.pdf. [30]

Swiss Re Institute (2021), *The Economics of Climate Change: No Action is Not an Option*, https://www.swissre.com/dam/jcr:e73ee7c3-7f83-4c17-a2b8-8ef23a8d3312/swiss-re-institute-expertise-publication-economics-of-climate-change.pdf. [25]

Systemiq (2020), *The Paris Effect: How the Climate Agreement is Reshaping the Global* [29]

*Economy*.

Tyson, J. (2021), *Green Bonds in sub-Saharan Africa*, Overseas Development Institute, London, https://cdn.odi.org/media/documents/ODI_Policy_brief_3_FINAL_clean_xxP8GTN.pdf. [34]

UNICEF (2021), *COVID-19 and the Looming Debt Crisis*, https://www.unicef-irc.org/publications/1193-covid-19-looming-debt-crisis-protecting-transforming-social-spending-for-inclusive-recoveries.html. [7]

## Notes

[1] Les coûts de transaction des envois de fonds des travailleurs émigrés restent toutefois plus de deux fois supérieurs à la cible des ODD, ce qui épuise les ressources des ménages et des pouvoirs publics. Si certains facteurs déterminant le coût des envois de fonds sont structurels, des mesures spécifiques visant à promouvoir la transformation numérique et à accroître la concurrence entre les prestataires de services pourraient avoir des retombées significatives. Selon la Banque mondiale, une réduction supplémentaire de 2 points de pourcentage du coût des envois de fonds pourrait générer 12 milliards USD de plus par an pour les migrants originaires des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Voir https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/05/11/remittances-to-reach-630-billion-in-2022-with-record-flows-into-ukraine.

[2] Voir également le communiqué de la réunion des ministres du Développement du G7, 19 mai 2022.

[3] Parmi les travaux pertinents du Groupe de travail du G20 sur le développement figurent l'adoption d'un cadre de financement durable en 2020, les Principes de haut niveau du G20 pour le développement des instruments de financement innovants en 2021 (G20, 2021[79]), et les Principes du G20 pour le développement du financement mixte en 2022 (G20, 2022).

[4] Parmi les travaux antérieurs du Groupe d'étude du G20 sur la finance durable figurent la Feuille de route du G20 pour la finance durable adoptée en 2022 (G20, 2022) et le rapport 2022 du G20 sur la finance durable, qui examine les obstacles et formule des recommandations à l'intention de nombreux acteurs. (G20, 2022).

[5] Action 5 : Le G20 et les organisations internationales concernées doivent identifier les possibilités de promouvoir le développement à plus grande échelle des instruments, produits et marchés financiers alignés sur les objectifs climatiques et durables, y compris les instruments financiers durables. Action 15 : Encourager les IBI, notamment les BMD, les autres OI concernées et les fonds publics plus généralement, à mobiliser des financements privés. Pour ce faire, on peut aider les pays en développement partenaires à aligner leurs systèmes financiers intérieurs sur les objectifs de l'Accord de Paris et les plans nationaux relatifs aux ODD, à mettre au point des instruments et mécanismes de financement mixte, à concevoir des mécanismes de réduction des risques et à prendre d'autres mesures pour éliminer les obstacles aux investissements durables dans le but de promouvoir l'investissement du secteur privé dans la durabilité. Action 19 : Les OI et les autres fournisseurs d'assistance technique devraient coordonner et aligner leurs efforts de renforcement des capacités sur les priorités définies dans la Feuille de route (G20, 2022).

[6] Voir https://www.gfanzero.com/press/amount-of-finance-committed-to-achieving-1-5c.

[7] Voir https://www.climatebonds.net/files/reports/cbi_susdebtsum_h1_2022_02c.pdf .

[8] Voir le Règlement 2019/2088 de l'UE sur la publication d'informations relatives à la durabilité dans le secteur financier (également connu sous le nom de Sustainable Finance Disclosure Regulation ou SFDR), https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A32019R2088.

[9] En 2019, l'emploi informel représentait en moyenne 63 % de l'emploi dans les pays africains. Dans 15 pays africains, plus de 80 % des emplois étaient informels.

[11] Voir https://static1.squarespace.com/static/59d679428dd0414c16f59855/t/5bd00e22f9619a14c84d2a6c/1540 36183718 6/Missing_Middles_CFF_Report.pdf.

[12] Voir https://www.worldbank.org/en/topic/financialsector/publication/whats-happening-in-the-missing-middle-lessons from-financing-smes.

[13] Voir https://www.un.org/sustainabledevelopment/wp content/uploads/2023/02/SDG-Stimulus-to-Deliver-Agenda-2030.pdf.

[14] À titre d'exemple, le Luxembourg Green Exchange apporte une aide au renforcement des capacités.

[15] Voir https://globalchallenges.org/wp-content/uploads/2021/11/Coordinating-risk-mitigation-for-exponential-climate-finance-2021-11-15.pdf.

[16] Les pays consultés sont l'Égypte, le Guatemala, le Rwanda, les Seychelles et la Zambie.

[17] Voir https://carbontracker.org/reports/reach-for-the-sun/.

[18] Voir https://www.fsb-tcfd.org/members/ et https://tnfd.global/about/taskforce-members/

OCDE